

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1706 - 23 mars 2001 - prix : 9F

## Municipales

**La gauche de  
gouvernement  
paye pour sa  
politique  
antiouvrière**

**(page 4)**

## Macédoine

**Une mobilisation guerrière que  
les peuples risquent de payer**

**(page 8)**



## SOMMAIRE

### Municipales

- 4/5 - La gauche gouvernementale paye pour sa politique
- Hue va droit dans le mur, pas le communisme
  - Les élus de Lutte Ouvrière

### Leur société

- 6 - Lyon: quatrième semaine de grève de la faim des 7 sans-papiers
- 7 - A bas l'impôt!
- La hausse de la taxe sur les carburants
- 11 - Des milliers de familles menacées par les expulsions
- Des bureaux mais pas de logements sociaux
  - SFR... payer le client
- 16 - Fièvre aphteuse: moutons malades et veaux d'or

### Tribune

- 6 - Perspectives

### Dans le monde

- 8 - Macédoine: une nouvelle mobilisation guerrière
- 9 - Grande-Bretagne: moins d'un million de chômeurs... sans compter les autres
- Naufrage de clandestins: un drame provoqué par la misère

### Il y a 45 ans

- 10 - Le 12 mars 1956, le vote des pouvoirs spéciaux intensifiait la guerre en Algérie

### Dans les entreprises

- 12 - Groupe PSA: Folz et la retraite à 65 ans
- Bosch Beauvais: non aux licenciements
- 13 - Air France Industries - Orly Nord
- Usinor: manifestations contre les licenciements
  - Tours: grève générale des cliniques privées contre les bas salaires
- 15 - SNCF - Paris - Gare de Lyon

### Lire

- 15 - La grève des Bâttu d'Aminata Sow Fall

# Tunnel du Mont-Blanc UNE CATASTROPHE ANNONCÉE

**«Le tunnel était dangereux depuis trente ans». Telle est en substance la conclusion d'un rapport d'expertise sur l'incendie meurtrier survenu dans le tunnel du Mont-Blanc, le 24 mars 1999, qui a fait trente-neuf victimes.**

Dès 1972, inquiet du danger de l'ouvrage, le préfet avait alerté le président de la société du tunnel, Edouard Ballardur, sur la nécessité d'organiser des exercices de secours. Rien n'avait été fait. Le rapport d'expertise fait état de graves dysfonctionnements et de défaillances dans la procédure de sécurité. Un seul exercice d'évacuation organisé par le ministère de l'Intérieur avait eu lieu en plusieurs décennies d'exploitation! Selon les experts, lors de l'accident en 1999, les feux de signalisation à l'intérieur du tunnel auraient été actionnés avec neuf minutes de retard par rapport au déclenchement de l'alerte. Ce qui a eu pour conséquence dramatique de laisser rouler des voitures vers le cœur même du brasier. Autre conclusion du rapport: «Les investissements en informatique ont été affectés essentiellement au péage, au détriment de la sécurité». Et tout est de la même veine.

On peut en conclure que cette catastrophe ne doit absolument rien à la fatalité. Seul le souci du profit des gestionnaires de la société ATMB (Autoroutes du tunnel du Mont-Blanc) est responsable. Ces économies, réalisées pendant des décennies au mépris des plus élémentaires règles de sécurité des usagers du tunnel, sont allées grossir le portefeuille des dirigeants de l'ATMB. La société d'exploitation du tunnel du Mont-Blanc a toujours été une sinécure de la

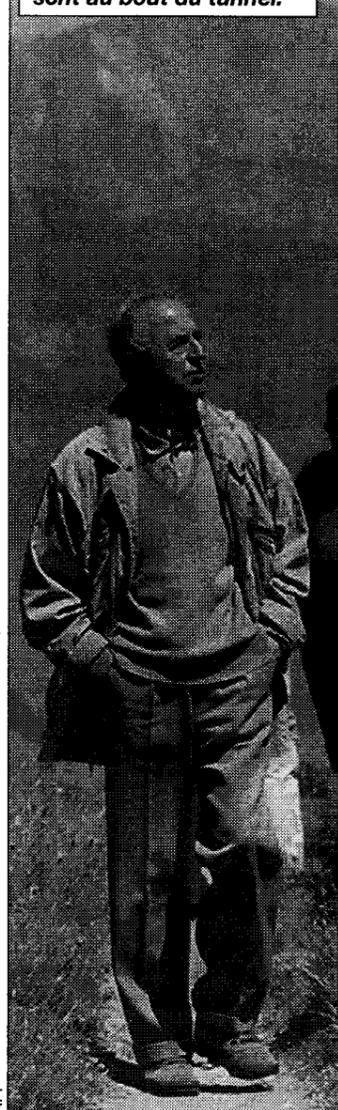
République en permettant de recaser les copains tout en étant fort lucrative, rapportant le pactole à ses dirigeants. Nombre d'hommes politiques de droite, à l'instar de Ballardur, y sont passés. Construit en 1965, le tunnel du Mont-Blanc avait pour vocation, selon les responsables du projet, de faciliter aux touristes le franchissement de la frontière entre la France et l'Italie. Mais très vite, l'accroissement considérable du trafic des poids lourds le rendait inadapté et dangereux (avant sa fermeture, plus de 800000 camions par an passaient par le tunnel).

Aujourd'hui, les dirigeants de l'ATMB affirment que tout est réglé. Le tunnel aurait été totalement repensé. Les travaux de sécurité seraient finis et le tunnel pourrait donc prochainement être rouvert à la circulation des poids lourds. Mais l'association des victimes et les pompiers de Haute-Savoie dénoncent une telle précipitation des dirigeants de l'ATMB (les mêmes qu'au moment du drame). Ils attirent l'attention sur les carences du plan de secours mis au point pour la durée des travaux et surtout sur l'insuffisance des travaux de sécurité qui ont pourtant coûté 2 milliards de francs au lieu du 1,4 milliard initialement prévu. Selon les pompiers de Haute-Savoie, les travaux ont été réalisés à minima. Les deux sociétés gérantes, l'une française et l'autre italienne, se seraient contentées de transformer une ancienne gaine d'air frais en voie d'évacuation. Comment transporter sérieusement des blessés et du matériel d'incendie dans un tunnel de 1,40 mètre de large, protestent à juste titre les pompiers?

Cette volonté de rouvrir le tunnel à tout prix masque mal les appétits des dirigeants de l'ATMB qui espèrent le retour de la plus grande partie du trafic

poids lourds. Pourtant il existe des solutions de rechange, comme le ferroutage, mais qui nécessitent des investissements, et donc des délais. La précipitation des dirigeants de l'ATMB signifie de nouveau: pollution, risque d'accidents, nuisances sonores pour les populations riveraines, voire des catastrophes futures pour les usagers du tunnel. C'est le prix que les usagers risquent de payer pour que quelques profiteurs empochent.

**Balladur dans la vallée de Chamonix. Ses profits sont au bout du tunnel.**



## «LIBÉRATION»... DU SALAIRE DU PATRON

Libération n'est pas paru vendredi 16 mars. Les grévistes contestaient les augmentations dérisoires octroyées au plus grand nombre par la direction, alors que, dans le même temps, deux dirigeants du journal, dont Serge July, fondateur et rédacteur en chef, voyaient augmenter leur salaire de 30%: 200 F de plus du côté des bas salaires, et 20000 F pour July et son adjoint!

En outre, à l'occasion des discussions salariales, les salariés de Libération ont découvert que l'ex-maoïste July s'était pris d'affection pour des stock-options.

Mais il y a belle lurette que July a troqué le «petit livre rouge» de Mao pour les livres de comptes et que l'actuel Libération n'a plus rien de commun avec celui des origines, anticonformiste et contestataire, à part le titre. Entre-temps, July, comme d'autres, a rejoint la tribu de la gauche-caviar, et des groupes capitalistes sont entrés dans le capital du journal.

Etre de gauche est une chose, mais quand le prix du caviar est ce qu'il est, adieu les vestiges du vague égalitarisme salarial des anciens temps. Voici que le «camarade» July, pas très camarade, libère totalement... son salaire et laisse en plan celui des autres.

M.R.

## LUTTE OUVRIÈRE

**Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste**

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

**LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**

**LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET**

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: [journal@lutte-ouvriere.org](mailto:journal@lutte-ouvriere.org)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 13800 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

**SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!**

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: \_\_\_\_\_  
 PRÉNOM: \_\_\_\_\_  
 ADRESSE: \_\_\_\_\_  
 CODE POSTAL et VILLE: \_\_\_\_\_  
 COMPLÉMENT D'ADRESSE: \_\_\_\_\_  
 Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de: \_\_\_\_\_  
 (rayer la mention inutile).  
 Ci-joint la somme de: \_\_\_\_\_  
 Règlement:  
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER

# APRÈS LE DEUXIÈME TOUR DES MUNICIPALES

■ Les élections municipales ne sont pas très démocratiques et le deuxième tour l'est bien moins encore que le premier.

Au premier tour déjà, les listes qui réalisent moins de 5 % des voix sont éliminées du partage des sièges alors que, selon la taille de la ville, chaque tranche de 2 % à 40 % de l'électorat devrait être représentée par au moins un élu.

Cet aspect antidémocratique est encore aggravé au deuxième tour, car les listes qui font moins de 10 % au premier tour ne peuvent pas se présenter au deuxième. Ainsi, le deuxième tour est donc loin de constituer une photographie de l'opinion car 25 ou 30 % de l'opinion réelle de l'électorat peuvent ainsi ne pas être réellement représentés. Par ailleurs, la liste qui réalise le meilleur résultat, même si c'est à 1 % près, rafle 50 % des sièges, auxquels s'ajoute un nombre de sièges correspondant au pourcentage qu'elle réalise dans l'électorat. C'est-à-dire que si elle vient en tête des autres avec seulement 40 % des voix contre 30 et 30, elle bénéficie de 70 % des sièges de conseillers.

La représentation municipale est donc un reflet très déformé de l'électorat.

L'influence électorale réelle des divers courants politiques ne peut donc se mesurer qu'au premier tour. Or, les résultats du premier tour ont montré que la droite était majoritaire en voix. Ce n'est pas nouveau dans ce pays où des lois injustes écartent du droit de vote une fraction très importante de la classe ouvrière : les travailleurs immigrés qui, en majorité, exercent les emplois les plus durs. Par le fait aussi que, parmi les électeurs, ce sont les travailleurs qu'on dégoûte le plus d'aller voter. Cela a été accentué par la politique antiouvrière et pro-patronale menée par le gouvernement qui déconsidère la

gauche, ce qui a fait que c'est précisément dans les quartiers populaires que l'abstention est la plus forte, sans compter que c'est dans ces quartiers qu'il y a proportionnellement le moins d'inscrits sur les listes électorales.

Il en résulte qu'au premier comme au deuxième tour la gauche a perdu bien plus de municipalités au profit de la droite que l'inverse.

Bien sûr, dans deux des plus grandes villes du pays, à Paris et à Lyon, la gauche a enregistré un succès et a pris la mairie. Ce n'est pas nous qui pleurerons sur le sort de Tiberi, de Séguin, de Millon et consorts. Cela dit, ceux des Parisiens qui ne sont ni bourgeois ni même petits-bourgeois, n'ont rien à attendre du socialiste Delanoë. Exactement comme ils n'ont rien à attendre de son collègue de parti, le ministre socialiste des Finances, Laurent Fabius, qui jongle avec le prix de l'essence.

Les élections sont cependant, à Paris comme à Lyon ou Marseille, très particulières. Les mystères de cette loi électorale ont cette fois favorisé la gauche, lui permettant de s'installer dans les mairies de Paris et de Lyon, alors que pourtant la droite a eu la majorité des suffrages dans les deux villes. La droite fait dans ces deux villes, pour une fois, les frais d'une loi électorale antidémocratique, établie en complicité par les grands partis UDF, RPR et Parti Socialiste.

Un fait notable de ces élections est la perte subie par le PCF. Perte de voix, mais aussi de mairies au profit de la droite ou au profit de son pseudo allié socialiste (le PCF donne tout ce qu'il a au PS et le PS lui prend tout ce qu'il peut).

Robert Hue a déclaré, le soir du deuxième tour, en substance, que c'est parce que le gouvernement ne s'est pas assez soucié des travailleurs et des couches populaires que les

quartiers populaires ont connu le plus d'abstention. Constatant qu'il n'y a pas eu de « vague rose », il a ajouté que la « composante rouge » du gouvernement (le PCF sans doute !) devra se manifester plus dans l'avenir. Il serait temps que Robert Hue se souvienne, s'il le peut encore, de la couleur rouge et du drapeau rouge des travailleurs !

Robert Hue aurait pu ajouter que, là où elle s'est présentée, il y a eu une poussée sensible vers l'extrême gauche. *L'Humanité* du 13 mars le reconnaît quand même, quoique à contrecœur. Si une partie des voix des différentes tendances de l'extrême gauche vient de la mouvance socialiste, beaucoup viennent d'électeurs communistes, voire d'abstentionnistes potentiels qui ont trouvé là le support d'un vote correspondant à ce qu'ils pensent.

Robert Hue pourrait en tirer la conclusion que ses ministres devraient quitter le gouvernement, bien qu'on ne puisse même pas affirmer que cela sauverait son parti. Les dirigeants du PC font payer à leur parti des années de politique suiviste à l'égard du PS, de complicité dans une politique au service du patronat.

Ce qui serait regrettable, c'est que cela décourage les militants de base et les électeurs du PC et que cela leur fasse perdre non seulement leurs illusions envers les dirigeants du PCF, mais aussi leur confiance en leurs idées.

Mais le progrès de l'extrême gauche, en particulier de celle qui s'est affirmée ouvertement sous son nom dans ces élections, prouve qu'on peut tout à la fois rester fidèle aux idéaux communistes de transformation sociale radicale et progresser dans l'opinion, alors que la soi-disant gauche, et surtout le PCF, recule.

Arlette LAGUILLER

2<sup>e</sup> tour des municipalesLA GAUCHE GOUVERNEMENTALE  
PAYE POUR SA POLITIQUE

**Le deuxième tour a confirmé, et au-delà, les résultats du premier tour.**

**En comptant les villes de plus de 15 000 habitants, le nombre de municipalités tenues par la gauche plurielle ou certaines de ses composantes est passé de 301 à 259, alors que le nombre de celles tenues par la droite parlementaire passe de 278 à 318. L'extrême droite, quant à elle, conserve trois de ses quatre municipalités sortantes.**

**La cause manifeste de l'échec de la gauche gouvernementale dans ces élections municipales est que les quartiers populaires ne se sont pas plus mobilisés au deuxième tour en sa faveur qu'ils ne l'ont fait au premier tour. Un certain nombre de notables du PS, dont une bonne proportion de ministres, en ont payé le prix.**

Certaines des têtes pensantes de la gauche gouvernementale ont aussi incriminé ce qu'elles appellent le mauvais report des voix au deuxième tour. Elles ne manquent pas de culot !

Les grands partis de la gauche et de la droite sont complices dans la mise en place et la perpétuation d'une loi antidémocratique qui écarte de la participation au deuxième tour toutes les listes qui n'ont pas recueilli plus de 10% des votes au premier tour. Si les listes dites petites sont nombreuses, cela peut entraîner qu'une très forte proportion de l'opinion est interdite d'expression au deuxième tour. Et ces gens, responsables d'une loi aussi antidémocratique, voudraient encore que la fraction de l'électorat ainsi écartée se sente obligée de voter au deuxième tour pour ceux pour qui elle n'a pas voulu voter au premier. Eh bien, il faut croire que ce chantage marche de moins en moins !

Si ces gens veulent éviter tout problème de report, ils n'ont qu'à décider la proportionnelle intégrale, la seule qui mérite le nom de scrutin proportionnel (contrairement aux combines avec une certaine dose de proportionnelle ou celles qui imposent un seuil).

Le PS essaie de mettre en avant sa victoire à Paris et à Lyon. Mais, même si, dans ces deux villes où le scrutin obéit à des lois particulières, le PS s'installe à la mairie, la droite reste majoritaire en voix. De toute façon, Paris et Lyon ne peuvent pas cacher le désaveu du gouvernement qu'indiquent ces élections.

LES  
CONCLUSIONS  
DE JOSPIN

La seule conclusion immédiate que Jospin a tirée de ce désaveu, c'est la décision d'interdire, au nom de la nécessité d'être proche des électeurs, le cumul d'un poste de ministre avec celui de maire (ce qu'il avait déjà interdit dans le passé). Mais ce n'est pas cette mesure dérisoire qui comblera le gouffre social entre le monde du travail, les quartiers populaires, les cités HLM, d'un côté, et le monde que fréquentent ces messieurs les ministres, les dignitaires politiques de la gauche gouvernementale qui ressemblent comme deux gouttes d'eau à leurs semblables de la droite, de l'autre. Ce n'est pas cela qui réconciliera avec Jospin et sa politique tous ceux du monde du travail qui n'ont reçu de ce gouvernement que des coups, qui doivent vivre avec moins de 4 000 ou 5 000 F, condamnés qu'ils sont à la précarité, même lorsqu'ils sont parvenus à sortir du chômage. Ce n'est pas cela qui fera oublier les cadeaux de ce gouvernement aux plus riches, les baisses d'impôt, sans parler des milliards déversés aux entreprises pour accroître leurs profits, alors qu'on fait des économies sur la santé, sur l'éducation et sur les services publics en général. Ce n'est pas cela qui fera oublier que la gauche gouvernementale mène tellement la politique de la droite que les classes populaires ne voient plus aucune différence.

Malgré la gifle électorale, les dirigeants du PS se gardent bien de prendre des engagements vis-à-vis des classes populaires. Sur le fond, ils préfèrent prendre le risque de perdre les élections du futur plutôt que de mener une politique plus favorable aux tra-

vailleurs. Ce sont ceux de la gauche gouvernementale qui n'ont pas véritablement le pouvoir de décider, comme le PC et, d'une certaine façon, les Verts, qui évoquent un peu plus ouvertement la véritable cause du recul de la gauche gouvernementale. Mais ils savent bien que, de leur part, ce ne sont que des mots. Comme le sait Chevènement qui, d'un seul coup, se pose en défenseur des classes populaires en découvrant qu'*« il y a eu beaucoup trop pour les stock-options et pas assez pour les*

*tiré leur épingle du jeu, en augmentant leur nombre de voix et le nombre de leurs conseillers municipaux. Mais ce glissement de voix du PS vers les Verts n'est pas un vote contestataire puisque les Verts font partie du gouvernement. Et ce n'est certainement pas un glissement à gauche car, si les Verts ont un langage un peu plus radical sur certaines questions, comme les sans-papiers ou le droit de vote des immigrés, non seulement ils ne représentent pas les tra-*

*telles qu'Argenteuil ou Pantin. Au profit de la droite mais aussi parfois au profit de leur allié socialiste. Il en a certes gagné deux, mais le nombre des municipalités de plus de 30 000 habitants gérées par un maire communiste est tout de même tombé de 39 à 29 (chiffres de L'Humanité qui, par ailleurs, rappelle qu'en 1983 encore, le PC administrait 72 villes!).*

La presse parle de la fin du communisme municipal. Mais si un certain nombre de



salaires». Comme si on ne l'avait pas vu, pendant nombre d'années où la gauche a été au pouvoir, et en particulier pendant les trois premières années du gouvernement Jospin, participer, en tant qu'un des principaux ministres, à toutes les décisions favorisant les stock-options au détriment des salaires !

UN PC DANS  
LEQUEL LA  
POPULATION  
PAUVRE  
SE RECONNAÎT  
DE MOINS  
EN MOINS

Des différentes composantes de la gauche gouvernementale, seuls les Verts ont

vailleurs mais bien des aspects de leur politique sont ouvertement antiouvriers et, à certains égards, réactionnaires. C'est dans la petite bourgeoisie, dans les classes dites moyennes, et nullement dans les quartiers populaires, que les Verts ont enregistré leurs progressions les plus significatives.

Nous parlons par ailleurs des résultats du PC. Disons seulement qu'en concrétisant sa politique d'alignement derrière le PS à l'occasion aussi de ces élections municipales, en s'intégrant dans la majorité des cas dans des listes d'union de la gauche, il n'a même pas réussi à sauver ses municipalités. Des trente-neuf villes de plus de 30 000 habitants qu'il dirigeait, il en a perdu douze parmi les plus importantes, comme Nîmes, ou quelques-unes des grandes municipalités de la banlieue parisienne

notables du PC ont perdu leur poste, c'est précisément parce que la population des quartiers pauvres se reconnaît de moins en moins dans un parti qui ressemble de plus en plus au PS et qui en partage la politique au gouvernement et qui cautionne ses mesures anti-ouvrières.

LES RÉSULTATS  
DE L'EXTRÊME  
GAUCHE

Mais le fait que les résultats de l'extrême gauche soient en progression, là où elle a pu se présenter, particulièrement ceux de Lutte Ouvrière qui s'est présentée au nom des intérêts de classe des travailleurs et des chômeurs, et le fait que ce soit précisément dans les quartiers

## HUE VA DROIT DANS LE MUR, PAS LE COMMUNISME

populaires que les votes en faveur de nos listes aient été les meilleurs, montrent que ce n'est pas le langage radical et les idées de transformation sociale qui découragent l'électorat populaire, bien au contraire ! Dans les trois villes où les listes Lutte Ouvrière ont dépassé le seuil nécessaire pour rester présentes au deuxième tour, plus de trois quarts de leurs électeurs du premier tour ont voulu renouveler leurs votes malgré toutes les pressions et malgré les chantages au vote utile. C'est bien le signe de la profondeur du rejet de la gauche gouvernementale et de sa politique. Mais c'est aussi le signe que l'électorat ouvrier se reconnaît de plus en plus dans la politique que Lutte Ouvrière défend.

C'est en méritant la confiance des quartiers populaires, en renforçant les liens dans l'action, en s'appuyant sur les couches laborieuses pour qu'elles pèsent dans le sens de leurs intérêts sur la politique municipale comme sur la politique gouvernementale, que l'on apportera le démenti à toutes les bonnes âmes pour qui ces élections municipales étaient une démonstration de plus de la fin du communisme. Le PCF ne décline pas parce que communiste mais, au contraire, parce qu'il ne l'est pas assez. Plus ouvertement la direction du PCF se détourne du communisme et renie la politique favorable aux intérêts de la classe ouvrière, plus elle en paiera le prix. Mais plus progressera aussi le courant qui reprend le drapeau dont la direction du Parti Communiste veut se débarrasser, après l'avoir sali pendant longtemps.

Georges KALDY

### À nos lecteurs

Faute de place, nous ne pouvons publier dans notre hebdomadaire l'ensemble des documents et des analyses relatifs aux résultats de Lutte Ouvrière, mais aussi des autres listes d'extrême gauche dans ces élections municipales.

Pour cette analyse plus complète, nous renvoyons donc nos lecteurs au prochain numéro de notre revue *Lutte de Classe*, dont la dernière parution a été retardée pour cause d'élections et qui paraîtra donc début avril.

L'orientation politique choisie par la direction du PCF a subi, une fois de plus, un échec que chacun reconnaît. Certains pour s'en réjouir, en enfonçant le clou, comme les Verts qui ne cessent de répéter qu'il serait temps qu'ils obtiennent une plus grande part du gâteau - pourtant pas très « bio » ni ragoûtant - municipal, mais aussi gouvernemental. Ou encore comme Laurent Fabius qui a déclaré qu'il n'était pas question de soutenir le PCF, surtout lorsque celui-ci perdait des plumes. Ce Fabius est un connaisseur. Il était Premier ministre lorsque le PCF mit fin à sa première participation gouvernementale, entre 1981 et 1984. Et son propos d'aujourd'hui s'inscrit dans la démarche de Mitterrand qui, dès 1972, s'engageait à réduire l'audience électorale du PCF. Une des rares promesses qu'il ait vraiment tenue. On a les alliés que l'on se choisit. Et ceux du PCF ne sont guère charitables à son égard.

Hue et les dirigeants du PCF admettent eux-mêmes leur échec, qui ne se traduit pas seulement dans la perte de mairies, même si c'en est l'expression la plus visible et celle qui a le plus de conséquences politiques, morales et matérielles,

pour le Parti. Il s'exprime aussi, et sans doute surtout, par la désaffection croissante de son électorat, qui se traduit, là où celle-ci est présente, par les scores recueillis par l'extrême gauche et par le nombre grandissant des abstentionnistes, bien plus net qu'ailleurs dans les quartiers populaires.

Les dirigeants du PCF essaient de relativiser leur recul, en expliquant qu'ils ne sont pas les seuls, à gauche, à le subir. Ce qui est en partie vrai. Et ils ajoutent que c'est la conséquence du fait que le gouvernement ne prend pas suffisamment en compte les aspirations populaires, ce qui est tout aussi vrai. Mais ces explications n'en sont pas. Car, - et il n'y a pas de quoi s'en montrer surpris - le gouvernement socialiste mène la politique qu'il a toujours menée lorsqu'il était au gouvernement. Périodiquement, Hue tance Jospin et les socialistes. Il multiplie les avertissements, plus solennels les uns que les autres, expliquant que si l'on ne change pas d'orientation, la gauche « va droit dans le mur ». Et le gouvernement socialiste continue imperturbablement dans la même voie, sans même avoir la politesse de répondre à Hue, sauf parfois en lui demandant de ne pas trop faire de surenchère verba-

le. Pourquoi le ferait-il d'ailleurs, alors que chaque admonestation des dirigeants du PCF est automatiquement suivie par des déclarations d'allégeance à l'égard de ce gouvernement. Les dirigeants du PCF ne peuvent faire une critique de la politique menée sans s'empresser de dire dans la phrase qui suit qu'il n'est pas question pour eux de quitter ce gouvernement, expliquant qu'ils y font quand même du bon travail. Sans convaincre ni leurs militants, en tout cas la partie de ces militants qui partage les difficultés de la population laborieuse dans les entreprises et dans les quartiers populaires, ni leurs sympathisants et de moins en moins leurs électeurs.

Le thermomètre électoral révèle, au-delà même des conséquences immédiates qu'il implique, que le PCF est de moins en moins perçu comme le parti des ouvriers, des opprimés, des exploités. Il faut dire que Hue et ses associés ont tout fait - même si ces choix ne sont pas récents - pour montrer qu'ils voulaient rompre avec une telle image. L'organisation, par exemple, d'un défilé de mode au siège du PCF, à Colonel Fabien, ou le tout-Paris bourgeois à la mode trinquait, se « saoulait la gueule », excité sans doute à l'idée de « faire peuple », les réceptions que Jean-Claude Gayssot

a complaisamment organisées sous les lambris de son ministère, où l'on pouvait voir un ministre des Transports « communiste » et Robert Hue se taper familièrement sur le ventre avec Lagardère, le PDG de Matra et de Hachette, s'ils sont des exemples anecdotiques, sont significatifs. Ils ne contribuent pas à redonner, à ceux qui subissent la fêrule sans pitié du patronat et les effets d'une politique antiouvrière décidée par les Jospin-Fabius-Guigou, l'image d'un PCF qui serait toujours à leur côté et qui mériterait encore leur confiance.

Parmi ceux qui se réjouissent des déconfitures répétées du PCF, il y a ceux qui y voient le recul, voire la fin du communisme. Nous ne sommes pas de ceux là. D'ailleurs ces fossoyeurs empressés pourraient déchanter plus vite qu'ils ne le croient. Si personne ne peut dire si le départ du PCF du gouvernement suffirait à mettre fin à un déclin dont ses dirigeants sont responsables, par contre les idées communistes restent toujours vivantes, au travers de ceux qui, contre vents et marées, les ont maintenues. Et parmi eux, il y a ceux qui, au sein de la population laborieuse, restent dans le camp des travailleurs et organisent la résistance ouvrière, et qui ont conscience que cette défense des intérêts matériels et politiques de la classe ouvrière et de ceux qui en sont solidaires, ne peut se faire que dans une perspective communiste.

Jean-Pierre VIAL

## LES ÉLUS DE LUTTE OUVRIÈRE

Au total, ce sont donc 34 élus de Lutte Ouvrière qui siègeront dans les conseils municipaux de 25 communes différentes. 31 ont été élus dès le premier tour des élections, le 11 mars. Trois l'ont été à l'issue du deuxième tour. Nous résumons dans le tableau ci-dessous les résultats de ces élections pour ce qui concerne les municipalités où des camarades de Lutte Ouvrière ont été élus.

Dans les trois municipalités où nous avons la possibilité de nous maintenir lors de ce second tour - nous l'avons fait -, une bonne partie de nos électeurs du premier tour ont, dans les municipalités, confirmé leur choix au second tour en votant pour nos candidats. Ils ont ainsi montré qu'ils n'acceptaient pas de se laisser enfermer dans le chantage du vote dit utile, qui permet de tromper les travailleurs, en laissant croire qu'ils sont satisfaits de la politique dirigée contre eux.

Les 34 conseillers municipaux élus de Lutte Ouvrière

Dpt	Ville	Les élus du 1 <sup>er</sup> tour				Les élus du 2 <sup>e</sup> tour			
		Exp.	Voix	%	Elu(e)s	Exp.	Voix	%	Elu(e)s
02	Laon	8282	875	10,57	0	9162	562	6,13	1
06	Carros	4298	334	7,77	1				
10	La Chapelle Saint-Luc	3769	505	13,4	0	4062	394	9,7	1
18	Bourges	26002	1325	5,1	1				
18	Vierzon	12196	873	7,16	1				
31	Colomiers	11840	1238	10,46	1				
33	Mérignac	19806	1188	6	1				
42	Saint-Chamond	12523	706	5,64	1				
44	Nantes	84107	4650	5,53	1				
44	Saint-Nazaire	20937	1463	6,99	1				
45	Fleury-lès-Aubray	7117	646	9,08	1				
49	Trélazé	4181	268	6,41	1				
59	Sin-le-Noble	5832	697	11,95	0	6251	509	8,14	1
59	Villeneuve-d'Ascq	18997	2325	12,24	3				
59	Wattrelos	14828	1279	8,63	2				
60	Clermont	3026	426	14,08	2				
62	Liévin	11574	2269	19,44	3				
69	Oullins	7196	450	6,25	1				
91	Les Ulis	5609	500	8,91	1				
92	Gennevilliers	8596	483	5,62	1				
93	Drancy	15542	1214	7,81	2				
93	La Courneuve	5295	570	10,76	2				
93	Saint-Denis	14071	848	6,03	1				
94	Créteil	20466	1489	7,28	2				
94	Thiais	7930	540	6,81	1				
<b>Total</b>					<b>31</b>				<b>3</b>

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# PERSPECTIVES

Le deuxième tour des élections municipales n'a fait que confirmer le premier. Il s'agit bien davantage d'un affaiblissement de la coalition gouvernementale que d'une poussée conservatrice. C'est auprès des secteurs des classes moyennes et supérieures que la gauche plurielle, derrière Jospin, obtient ses plus larges succès, à Paris et Lyon. Ailleurs, l'abstention dans les quartiers populaires ne lui a pas permis de jouer sur son mot d'ordre favori, le vote utile, le « faire barrage à la droite ». Cela ne veut pas dire que les illusions dans le PS ou le PCF ont complètement disparu, mais en tout cas que le fossé entre cette gauche embourgeoisée et les travailleurs ne fait que se renforcer.

La gifle du second tour infligée au PS comme au PC dans les villes les plus ouvrières montre que les illusions électorales ne sont plus tout à fait ce qu'elles étaient. C'est une sanction de la politique gouvernementale, qui fait écho aux résultats de l'extrême gauche au premier tour.

Comme le dit si bien *L'Humanité* du lundi 19 mars, au lendemain du second tour, « Il est à noter que les listes d'extrême gauche... s'en sont prises directement à la politique du gouvernement et aux partis qui en partagent la responsabilité. Leurs scores, indiscutablement, constituent une sanction pour la gauche et un enseignement ». Reste donc à l'extrême gauche d'apprécier cette sanction à sa juste valeur, en tout cas au moins autant que le PCF lui-même !

### Ceux qui attendent de l'extrême gauche ce qu'ils n'attendent plus du PCF

Pour l'heure, cette progression électorale locale de l'extrême gauche se fait parallèlement à un déclin marqué du PCF. Ce qui constituait son point fort dans les négociations avec le PS, le « municipalisme communiste », se réduit comme peau de chagrin. Ce déclin ne nous réjouit pas, mais il ne nous désarme pas non plus. Les résultats du premier tour montrent qu'une fraction significative du monde du travail attend désormais de l'extrême gauche ce qu'elle n'attend plus du PCF. Reste à relever ce défi politique, même si nos forces militantes sont loin, pour le moment, de correspondre à nos scores électoraux.

Cela signifie d'abord qu'il appartient à l'extrême gauche de tenter de se manifester à l'échelle nationale comme force politique d'opposition au gouvernement, en dehors même des échéances électorales. Et sur bon nombre de points, elle pourrait le faire unie, donc plus efficacement. Bien sûr, on est loin encore aujourd'hui, même à deux organisations révolutionnaires comme LO et la LCR, d'être le parti révolutionnaire des travailleurs. Et il n'est même pas question, à ce jour, de parler d'unification des révolutionnaires. D'ailleurs personne n'en parle. Les divergences sont réelles et profondes. Mais elles ne doivent pas écraser les convergences qui le sont tout autant.

Tristan KATZ

Convergences Révolutionnaires numéro 14 (mars-avril) : Dans ce numéro, un dossier sur les méfaits de la domination de la France sur l'Afrique ; le point sur l'offensive patronale contre les retraites ; les perspectives de l'extrême gauche après les municipales ; correspondances d'entreprises : Danone, Renault, la Poste, tramways rouennais.

Pour se procurer ce numéro, 10 F, écrire à Lutte Ouvrière, pour la fraction.  
Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

## Leur société

# LYON : sept sans-papiers déboutés par la préfecture

# QUATRIÈME SEMAINE DE GRÈVE DE LA FAIM

Sept sans-papiers ont commencé une grève de la faim, le 26 février dernier, pour obtenir leur régularisation et la réouverture des négociations sur l'ensemble des dossiers en litige à la préfecture du Rhône.

Cinq des sept grévistes ont vécu toute leur enfance en France, dont Tania et Mourad qui sont même nés en France. Tous les cinq sont retournés dans leur pays d'origine, soit contre leur volonté, soit pour des raisons familiales graves, soit pour des raisons administratives. A leur retour, les portes étaient fermées : refus d'un visa, refus d'une carte de séjour régulière, trasseries administratives. L'un d'entre eux est le père d'une fille aujourd'hui majeure et de nationalité française mais cela n'a rien changé pour lui : il n'a plus de papiers depuis dix ans.

Les deux autres ont vécu et travaillé plusieurs années en France. Adil est venu pour s'occuper de son père qui travaille en France depuis 1970 et qui est invalide suite à un grave accident du travail. Saïd a déjà dû subir plusieurs séjours en centre de rétention administrative.

Tous ont déposé plusieurs demandes de régularisation à la préfecture, aussi bien avant l'arrivée de Jospin au gouvernement qu'après les promesses faites par Chevènement en 1997, promesses qui avaient ranimé leurs espoirs. Mais, avant comme après, on leur a opposé un refus catégorique sous des motifs variés : célibataire, pas de logement fixe, pas de travail fixe... Mais comment avoir un travail et un logement fixes quand on n'a pas de papiers ?

Plusieurs des grévistes dénoncent d'ailleurs les conditions de vie et de travail qu'ils ont souvent été obligés d'accepter en tant que clandestins : 100 F par jour pour travailler sur les marchés ; 200 F pour plus de dix heures sur des chantiers dans le bâtiment. Cette situation arrange les patrons. Saïd s'indigne contre le patronat et le gouvernement français qui se plaignent de manquer de main-d'œuvre alors qu'« ils n'ont qu'à régulariser tous les sans-papiers et ils auront de la main-d'œuvre ».

Tous en ont assez du travail clandestin, de la peur permanente des arrestations, de leurs vies familiales brisées.

Devant les échecs répétés de leurs demandes et devant l'entêtement de la préfecture, ils ont décidé d'entamer une

grève de la faim le 26 février. Le 7 mars, ils se sont installés dans une église du 1<sup>er</sup> arrondissement d'où l'archevêché... les a fait déloger dans la soirée. Après avoir été ballottés quelques heures entre les locaux des Verts - dont le maire du 1<sup>er</sup> arrondissement est un dirigeant - puis du PCF, c'est finalement un centre culturel associatif qui a accepté de les accueillir.

Depuis, un comité de soutien s'est formé et des manifestations sont organisées deux fois par semaine au centre-ville. La préfecture n'a reçu qu'une seule fois les porte-parole des grévistes. Elle ne semblait pas connaître leurs dossiers et s'est contentée de répéter « qu'ils n'entraient pas dans les critères de régularisation » mais également « qu'ils n'étaient pas expulsables ».

C'est la situation inextricable et humainement intolérable créée par la circulaire Chevènement. C'est aussi la conséquence de la lâcheté politique du gouvernement Jospin qui refuse de régulariser en bloc quelques dizaines de milliers de sans-papiers pour ne pas heurter certains électeurs racistes ou anti-immigrés.

A Lyon, le tout nouveau maire de la ville, le socialiste Gérard Collomb, est bien digne de Jospin : il a parlé de générosité dans ses discours électoraux, il a voulu se poser en rempart face à Millon et à la droite la plus conservatrice, mais il n'a pas daigné intervenir en faveur des sans-papiers. Ces derniers l'ont pourtant sollicité de multiples fois, et ont organisé des rassemblements hebdomadaires devant sa permanence. Mais Collomb voulait récupérer les voix du centre et même celles de la droite et n'allait tout de même pas se compromettre en soutenant les sans-papiers !

Ce n'est pas sur ces gens-là que les sans-papiers doivent compter mais sur leur propre détermination ainsi que sur le soutien et la solidarité de tous ceux que leur situation révolte. Les manifestations en ville et devant la préfecture continuent le mercredi et le samedi. Lutte Ouvrière appelle évidemment à y participer le plus nombreux possible.

# À BAS L'IMPÔT!

C'est la période des déclarations d'impôts et les travailleurs n'ont guère le moyen de jouer à cache-cache avec le fisc. La déclaration en retard vaut une surtaxe, et l'impôt non payé une saisie sur salaire. Les PDG et les gros contribuables ont bien d'autres moyens de ruser avec les services des impôts, tout d'abord parce qu'ils se paient les services de spécialistes, experts dans l'art de trouver les failles, les «niches» qui leur permettront de passer au travers des mailles de la fiscalité. Mais aussi parce que, quand certains d'entre eux sont pris en faute, ils peuvent espérer trouver l'oreille complaisante d'un haut fonctionnaire, ou même d'un ministre qui leur propose une «honorable» transaction.

Cette inégalité de traitement dans le recouvrement de l'impôt ne fait que refléter celle, plus générale, de tout le système fiscal. L'impôt «saigne le malheureux», mais il est beaucoup plus doux pour les riches. Il s'agirait, nous dit-on, d'un prélèvement sur les revenus de chacun, destiné à financer les services nécessaires à l'ensemble de la collectivité. Cela n'aurait en soi rien d'illégitime, sauf que précisément il s'agit d'un conte – ou plutôt d'un compte – de fées. Dans la réalité, la population laborieuse paie la plus grande partie de l'impôt, et au bout du compte elle n'en bénéficie que pour une faible part. Le plus gros des sommes prélevées par le fisc sur les revenus des travailleurs sert à financer une machine d'Etat qui n'est pas au service des catégories populaires, quand elle ne subventionne pas, sous une forme ou sous une autre, les capitalistes.

Pour ce qui est de payer, les salariés sont en bonne place. En tant que consommateurs, ils assurent déjà tout au long de l'année l'essentiel qui provient de la TVA et de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers. Ces impôts indirects pèsent proportionnellement bien plus lourd sur le budget des familles ouvrières que sur celui des couches aisées de la population. Quant à l'impôt sur

le revenu, celui pour lequel on fait les déclarations d'impôt, s'il est censé être progressif au travers des tranches d'imposition, c'est tout de même la population laborieuse qui, là encore, en assure l'immense majorité des rentrées d'argent.

La pression fiscale sur les couches aisées n'a cessé de baisser. Le taux supérieur de cet impôt sur le revenu, qui était de 60% il y a vingt ans, est aujourd'hui de 53,25% et Fabius a programmé qu'il sera de 52,5% en 2003. De plus, à ce niveau-là, il existe de multiples façons légales de passer à travers, des exonérations de tous ordres aux stock-options. A l'inverse, l'impôt sur le revenu, même si son barème semble réduit, la contribution des salariés, pèse beaucoup plus lourdement sur les budgets ouvriers, parce qu'il

prend sur le nécessaire, et vient en concurrence avec la nourriture, les dépenses de logement ou ce qui est indispensable aux enfants. Face à cela, l'impôt sur les sociétés, qui n'ont pourtant jamais été aussi riches, ne représente que 15% des recettes de l'Etat.

Mais si les travailleurs financent ce budget de leurs impôts, l'argent qu'ils versent ne leur revient que pour une bien faible part sous forme de services rendus. Il y a par exemple les dépenses pour l'Education nationale, pour ce qui est des dépenses générales, dont le paiement des enseignants, car pour les bâtiments il faut remettre la main à la poche à l'occasion des impôts destinés aux collectivités locales. Mais quand la notice accompagnant la feuille d'im-

pôts annonce fièrement que 13% des dépenses relèvent de «l'emploi, la santé et la solidarité», il faut savoir que l'on retrouve dans ce fourre-tout des utilisations qui relèvent surtout de la solidarité avec le patronat, telles les exonérations de charges pour les zones franches ou les aides à l'occasion de restructurations industrielles.

Pour ce qui est de leur santé, les salariés doivent là encore repayer, cette fois pour le budget de la Sécurité sociale. Quant aux 245 millions de francs annoncés pour la défense nationale, ils consistent pour une bonne part en de coûteux programmes d'armement, du type de ceux du «Rafale» ou du *Charles-de-Gaulle*, qui assurent pour des décennies des profits garantis aux marchands de canons. Le reste assure l'entre-

tien d'une armée dont la raison d'être est de défendre les intérêts généraux et parfois particuliers des capitalistes français, dans des régions comme l'Afrique ou la Yougoslavie. Et il y a aussi, au chapitre des dépenses, les 240 milliards de «paiement des intérêts de la dette de l'Etat», qui vont directement dans les coffres-forts des banquiers.

L'impôt, on le voit, n'a rien à voir avec la manière dont le présente le gouvernement. C'est pour l'essentiel une escroquerie qui aboutit à faire financer par les travailleurs leurs propres exploités, à financer un appareil d'Etat dont l'action est souvent dirigée contre eux, et aussi à faire passer dans les poches des capitalistes les sommes prélevées sur les revenus des travailleurs.

La grande «Tire-lire» caricature sur les impôts, vers 1850.



## Taxe sur les produits pétroliers

# L'ARNAQUE

Les prix de l'essence et du fuel viennent donc d'augmenter. Apparemment le gouvernement juge qu'il est passé assez d'eau sous les ponts depuis les dernières hausses, qui avaient provoqué un fort mécontentement et des mouvements de protestation. A l'époque, le ministre des Finances, Laurent Fabius, avait fini par accepter de baisser un peu la principale taxe qui frappe les carburants : la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP).

En fait, il avait inventé la TIPP «flottante», expliquant que quand le cours du pétro-

le monterait, la TIPP baisserait, si bien que l'essence à la pompe ne bougerait pas trop. Mais cette façon de flotter comportait semble-t-il des finesses, comme celle-ci : si au contraire le prix du pétrole baisse, la TIPP peut monter davantage et le prix de l'essence augmenter ! Merci du cadeau.

C'est ce qui vient de se passer : le prix du pétrole a baissé de plus de 20%, conséquence : l'essence a augmenté de 8 centimes par litre. Belle logique.

En fait, par ce genre de taxes, l'Etat pompe directement des sommes colossales

(presque 170 milliards de francs pour la seule TIPP, la moitié de ce que rapporte l'impôt sur le revenu).

Les salariés payent plein pot ces taxes sur l'essence, mais aussi la TVA, qui, soit dit en passant, se rajoute encore au prix des carburants. Un chômeur, qui utiliserait beaucoup sa voiture pour chercher du travail, va payer nettement plus de taxe sur les carburants que le directeur d'une des entreprises où il cherche à se faire embaucher – à supposer que ce dernier ne dispose pas d'une voiture de fonction et du carburant payé par l'entreprise.

Les impôts indirects, TIPP et TVA, rapportent à l'Etat trois fois plus que l'impôt sur le revenu (1 160 milliards de francs contre 340 milliards de francs). Alors oui, l'impôt saigne le malheureux. Ils sont qualifiés par les experts, et les gouvernements, d'impôts «invisibles», parce que ceux qui les payent ne voient pas qu'à chaque fois qu'ils font le plein, ou qu'ils achètent une baguette de pain, ils versent leur dîme à l'Etat. Invisibles, peut-être, mais pas indolores !

Roger PÉRIER

Macédoine

UNE NOUVELLE MOBILISATION GUERRIÈRE QUE LES PEUPLES RISQUENT DE PAYER

Le 18 mars, la Macédoine, appuyée par l'OTAN et les dirigeants des grands pays occidentaux, a annoncé la mobilisation de ses réservistes.

Dernière des républiques « indépendantes » issues du démembrement de l'ex-Yougoslavie à avoir échappé à la guerre depuis 1991, la Macédoine connaît aujourd'hui à son tour ce qui semble bien constituer le début d'une nouvelle escalade guerrière – alimentée par l'un des problèmes nationaux non résolus de la péninsule balkanique, celui que pose la situation d'oppression et de discrimination vécue par sa population albanophone.

LA POLITIQUE CRIMINELLE DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES DANS LES BALKANS

C'est dans la manière criminelle dont les dirigeants des puissances impérialistes ont décidé, dans le passé, du sort de l'ensemble de la population albanaise des Balkans qu'il faut rechercher les racines de la « question albanaise » d'aujourd'hui.

Dans le cadre du dépeçage de l'ancien Empire ottoman puis du grand partage de ses dépouilles à l'issue de la Première Guerre mondiale, ils ont opéré des charcutages inhumains au sein des populations mêlées des Balkans. Ils ont ainsi créé un petit Etat d'Albanie sous leur protection, tandis que, dans le même temps, ils attribuaient les régions voisines de peuplement albanais au... « Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes », c'est-à-dire en fait à la monarchie serbe. Si bien que la première Yougoslavie qui a suivi, soit en principe l'Etat « des Slaves du sud », incluait d'emblée, en position

subalterne, une importante population non-slave, de langue et de culture différentes, dans les régions du Kosovo et de Macédoine, adossées à l'Albanie « indépendante ».

Cette politique faisait totalement fi de l'histoire et de la culture, des peuples concernés (pas seulement le peuple albanais), et n'était dictée que par les intérêts des différents impérialismes, leurs rivalités en matière de sphères d'influence, leurs conflits à géométrie variable. Elle n'a cessé de balloter les peuples en fonction des décisions changeantes de partage prises à Berlin, Versailles ou Londres. Et c'est avec ce passé que les grandes puissances impérialistes ont renoué face aux Balkans, après la mort de Tito en 1980.

Après l'intermède de la Yougoslavie titiste, en effet – un intermède de quelque quarante années tout de même, qui assura à sa manière fort peu démocratique une forme de cohabitation entre les peuples –, la Fédération commença à se fissurer sous la poussée des appétits de pouvoir concurrents au sein de l'appareil d'Etat. Les différents pays impérialistes ont alors, chacun pour soi, épousé de fait les rivalités entre ces clans et leurs manipulations des sentiments nationaux. Dans la mesure où on peut parler d'une politique de leur part dans cette affaire, celle-ci a donné au processus de démembrement de la Fédération yougoslave à partir de 1990-91 son ampleur, sa rapidité, sa violence. Et c'est la logique de ce processus qui n'en finit pas de désintégrer la Yougoslavie depuis dix ans, dans le sang des peuples.

Pour prendre l'exemple de la population albanaise, l'Etat d'Albanie n'en regroupait qu'environ la moitié, l'autre partie étant dispersée sur plusieurs régions, le Kosovo, la Macédoine, et à un degré moindre, le Monténégro et le sud de la Serbie, mais au moins toutes ces régions faisaient partie, avant les années 1990 d'une même Yougoslavie. Elles sont divisées maintenant par des frontières d'Etats qui ont taillé dans les villages, les bourgs, les terrains de pâturage, et les familles.

Au long de cette décennie, notamment sur le territoire de la Bosnie, les puissances impérialistes ont patronné de pseudo-règlements de partage qui n'ont fait qu'entériner la loi du plus fort, transformant des lignes de front en frontières, constituant des fiefs ethniques sans ressources mais soumis à des chefs de bande mafieux assurés de l'impunité. L'homme fort de Belgrade, Milosevic, apparaissait alors, comme à Dayton en 1995, comme l'homme-lige des dirigeants impérialistes dans leur mainmise sur l'ensemble de la région – pour devenir ensuite, par un retournement de la volonté de l'impérialisme, l'en-



nemi à abattre, lorsque les Occidentaux se sont mués, en 1999, en défenseurs des Albanais du Kosovo. Au point que les services américains en particulier ont armé, et financé l'UCK – l'armée de guérilla albanaise anti-serbe au Kosovo.

L'ARMÉE DE BELGRADE REMISE EN SELLE

Aujourd'hui, on voit les mêmes puissances impérialistes, après avoir bombardé la Serbie sous prétexte de protéger le peuple albanais-kosovar, s'appuyer sur l'armée serbe et l'associer aux préparatifs actuels de l'OTAN en vue du nouveau conflit en Macédoine,

contre la guérilla UCK qui vient d'y apparaître !

Concrètement, l'armée de Belgrade vient d'être autorisée, sur décision de l'OTAN du 8 mars, à revenir dans une bande-frontière placée entre le sud de la Serbie et le Kosovo, où elle était interdite d'accès depuis les accords militaires de juin 1999. Cette zone est proche de la région de Macédoine où une « Armée de libération nationale albanaise » (UCK-M) s'affronte actuellement aux forces « régulières » macédoniennes.

L'armée serbe est toujours dirigée par les mêmes chefs qu'au temps de Milosevic, elle dispose toujours de gros moyens. Ce n'était pas un effet du hasard si elle avait été largement ménagée par les bombardements de l'OTAN de 1999. La voici rétablie comme bras armé au service de l'ordre impérialiste dans la région. On imagine de quel oeil la population albanaise dans son ensemble peut voir les choses évoluer ainsi, après les massacres et les exactions commis au Kosovo... Mais ce n'est pas le problème des dirigeants impérialistes, qui ne font ainsi que montrer une fois de plus dans quel mépris ils tiennent le sort et les éventuelles aspirations de peuples, dont ils n'ont cure.

L'UCK, NATIONALISTE ET MAFIEUSE

Les nationalistes albanais de l'UCK et de ses dérivés, en Macédoine comme au Kosovo ou comme, par ailleurs, dans une petite zone du sud de la Serbie peuplée d'Albanais où ils entretiennent également un foyer de tension, ne sont pas eux-mêmes réellement soucieux des intérêts de leur peuple. Ils l'ont montré au Kosovo. Dans la mesure où ils y disposent d'un pouvoir, ils l'exercent en grande partie par des méthodes d'intimidation, pratiquant des attentats et des assassinats, dressant systématiquement Albanais contre Serbes et Roms, profitant d'une criminalité mafieuse qui s'est développée sur un fond de misère matérielle profonde.

D'ailleurs, les territoires du nord-ouest de la Macédoine, jouxtant le Kosovo, l'Albanie et le sud de la Serbie, sont tra-

versés par de grands axes de contrebande qui sont l'enjeu des convoitises des gangs dans lesquels l'UCK est impliquée.

Nous ne pouvons évidemment pas mesurer d'ici ce qui, dans le déclenchement des événements actuels, ne serait dû qu'à la volonté de ces chefs de bande de poursuivre leurs objectifs à la faveur d'une brutale déstabilisation de la région.

Tels qu'ils sont, ils peuvent aussi, en brandissant le drapeau de la défense des Albanais de Macédoine, rencontrer un consensus réel au sein de cette population, voire une base combattante. Car les problèmes des Albanais macédoniens sont bien réels. Frustrés dans leurs sentiments nationaux, ils s'estiment, alors qu'ils représentent entre 23 % et 35 % de la population totale de la Macédoine, brimés dans l'enseignement de leur langue et dans l'accès aux postes publics. Bien que cinq ministres albanais aient été associés à la coalition gouvernementale, la plupart des Albano-macédoniens n'en ont sans doute pas retiré grand chose de concret. Et, dans ces conditions, dans un contexte de dénuement dramatique, avec une jeunesse sans travail et sans espoir, une propagande démagogique hostile aux Macédoniens slaves peut trouver un écho.

\*\*\*

L'UCK et ses émules sont ce qu'ils sont, mais il n'en reste pas moins que, fondamentalement, le sous-développement économique de cette partie de l'Europe avec les problèmes soulevés par les inégalités entre régions, l'état de délabrement auquel elle est réduite aujourd'hui, sont à la base des maux dont souffrent, entre autres peuples, les Albanais de l'ex-Yougoslavie. Et cela, c'est le système dominé par l'impérialisme qui en porte la responsabilité aussi.

En tout cas, avec le nouveau cycle guerrier qui est en train apparemment de s'instaurer, un fossé sanglant de plus est creusé entre les peuples, pour leur malheur ; un fossé que jamais la tutelle impérialiste ne sera en mesure de combler dans l'intérêt des classes populaires.

Christiane LE GUERN

## Grande-Bretagne

# MOINS D'UN MILLION DE CHÔMEURS... SANS COMPTER TOUS LES AUTRES

**C'est en grande fanfare que Tony Blair et son gouvernement ont annoncé que le nombre des chômeurs britanniques était descendu en février en dessous de la barre du million – pour la première fois depuis 1975. Et la fanfare médiatique a été d'autant plus tonitruante qu'à moins de deux mois des élections législatives et face au désastre de la fièvre aphteuse, Blair a bien besoin de pouvoir prétendre avoir «réussi» quelque chose. Mais qu'en est-il réellement de cette prétendue réussite ?**

Tout d'abord, il faut rappeler que ce chiffre est en fait celui des chômeurs touchant l'allocation-chômage. La politique consistant à priver de plus en plus de chômeurs de leurs droits et à réduire du même coup les chiffres du chômage a été généralisée au début des années 1990 sous John Major – politique que le Parti Travailleuse a d'ailleurs critiquée avec virulence tant qu'il était dans l'opposition. Ce qui n'a pas empêché Blair de la reprendre à son compte sitôt arrivé au pouvoir en 1997.

Ainsi, non seulement les travailleurs n'ont pas rétabli à un an la durée de paiement automatique de l'allocation-chômage, que les conservateurs avaient réduite à six mois, mais ils ont aggravé les pressions sur les chômeurs par des méthodes assez similaires au PARE préconisé en France par le Medef – méthodes qui furent introduites en Grande-Bretagne dès 1998 sous le nom de «New Deal» (nouvelle donne). Cette «aide» aux chômeurs de longue durée, faite de tracasseries administratives et de chantage pour forcer les chômeurs à prendre le premier petit boulot venu sous peine de perdre toute allocation sociale (et pas seulement le chômage), a eu effectivement pour effet de faire disparaître un grand nombre de chômeurs des statistiques. Mais de l'aveu même des

services officiels, seule une minorité du demi-million de chômeurs passés par le «New Deal» a trouvé un emploi, et parmi cette minorité, la majorité l'a perdu dans les trois mois suivants – c'est-à-dire dès que l'Etat cessait de payer à l'employeur le salaire du chômeur embauché. Et bien sûr, après pareille expérience, les chômeurs en question se sont bien gardés de se présenter au bureau de chômage dont ils ne pouvaient attendre aucune aide de toute façon !

En fait, aujourd'hui, bien des catégories de chômeurs sont exclues du système d'indemnisation sous divers prétextes. C'est le cas par exemple des licenciés économiques : le patronat leur laisse le «choix» entre la prime de licenciement dérisoire prévue par la loi (une semaine de salaire par année d'ancienneté) avec six mois d'allocation-chômage ensuite (2 700 F par mois), et la prime de départ «volontaire», un peu plus substantielle, mais qui les prive du chômage parce que considéré comme résultant d'une démission. Du coup la grande majorité des licenciés économiques (et cela représente plus de 300 000 salariés depuis l'été 1999) opte pour la deuxième option. Et c'est autant de chômeurs escamotés.

De même, le nombre des travailleurs classés comme malades ou invalides, qui avait déjà triplé sous les conservateurs, a continué à augmenter sous Blair, malgré la diminution des pensions versées à ce titre par le gouvernement travailliste, au point d'atteindre aujourd'hui 2,8 millions. A quoi il faut ajouter les 700 000 mères célibataires qui n'ont d'autres ressources que les allocations sociales. Et c'est encore sans compter les chômeurs de plus de 60 ans (l'âge de la retraite est à 65 ans pour les hommes) qui sont automatiquement transférés sur un autre régime d'allocation en attendant la retraite.

Bref, en ajoutant toutes ces catégories on arrive aux alentours de cinq millions de chômeurs réels, c'est-à-dire à peu près le même niveau que lors de la récession de 1991-1992.

A ceci près, néanmoins, qu'entre-temps, les conditions d'emploi se sont aggravées de façon significative. Blair se vante du nombre des emplois, qui atteindrait 28 millions pour la première fois depuis 1990. Onze ans plus tard, et dans une période où la population active est restée pratiquement inchangée, ce n'est pas un grand «succès». Mais surtout il y a ce que masquent ces chiffres. Car il ne s'agit pas de 28 millions de salariés, ni



des mêmes emplois qu'en 1990. Le nombre de travailleurs contraints de faire plusieurs postes pour vivre a augmenté. En dix ans, près d'un million d'emplois ont disparu dans les grandes entreprises de production. Une partie d'entre eux ont sans doute été remplacés par des emplois de sous-traitance, mais pas aux mêmes conditions, ni en matière d'horaires ni en matière de salaire. Quant au reste, ce sont des emplois précaires, le plus souvent à temps partiel, qui les ont remplacés. D'ailleurs, le fait que la moyenne hebdomadaire de travail (heures supplémentaires incluses) de ces 28 millions d'emplois soit de 33 heures alors que la moyenne hebdomadaire des salariés à temps plein

est de 47 heures, en dit long sur l'importance du temps partiel.

Le «succès» des travaillistes à réduire le chômage a été, et continue d'être l'un de leurs grands thèmes électoraux. Mais en fait de réduire le chômage ils ont surtout fait ce qu'attendaient d'eux le grand patronat – poursuivre la politique de leurs prédécesseurs en réduisant la résistance opposée par la classe ouvrière à la dégradation de ses conditions d'emploi. Et, depuis 1997, la chute brutale de la participation électorale dans les quartiers ouvriers au détriment du Parti Travailleuse a montré que les travailleurs britanniques, eux, n'étaient pas dupes des vantardises de Blair.

François ROULEAU

## Naufrage de clandestins au large de Saint-Martin

# UN DRAME PROVOQUÉ PAR LA MISÈRE

Au moins quinze personnes ont péri noyées et vingt-trois autres ont disparu après le naufrage d'une barque, jeudi 15 mars, au large de l'île franco-néerlandaise de Saint-Martin, dans l'archipel des Antilles. L'embarcation – surchargée – transportait une quarantaine de personnes, venues de République Dominicaine et de Chine et cherchant à immigrer clandestinement.

Dans cette région constituée d'une multitude d'îles, qui souvent ne sont distantes

les unes des autres que de 30 ou 40 kilomètres, les tentatives d'immigration clandestine sur des embarcations de fortune sont fréquentes. D'autant qu'après avoir été disputées et pillées des siècles durant par la France, l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne et plus récemment les Etats-Unis, ces îles font voisiner des situations de grande pauvreté avec quelques îlots de relative prospérité, voire des oasis pour milliardaires. Et les Etats les plus riches de la région ont beau multiplier les patrouilles

de gardes-côtes et renforcer les contrôles autour de leurs possessions, ils ne pourront jamais empêcher les boat-people haïtiens ou dominicains de tout tenter pour échapper à la misère qui règne dans leur pays, en essayant de pénétrer clandestinement aux Bahamas, qui dans les Iles Vierges ou l'une des dépendances françaises des Antilles.

Dans le cas présent, le naufrage a eu lieu en présence de témoins qui ont pu alerter les secours, mais combien de bateaux et de centaines d'im-

migrants disparaissent chaque année sans qu'on le sache ?

Quant à cette détresse, elle profite non seulement à toutes sortes de trafiquants, qui n'hésitent pas à recruter leurs victimes jusqu'en Chine, mais également à de nombreux patrons locaux qui trouvent avec ces clandestins une main-d'œuvre corvéable et à bas prix que ce soit pour leurs chantiers du bâtiment, leurs plantations ou leur industrie hôtelière.

Roger MEYNIER

12 mars 1956

Le gouvernement socialiste intensifiait la guerre en Algérie

## LE VOTE DES POUVOIRS SPÉCIAUX

**Le 12 mars 1956, un gouvernement dirigé par un socialiste, Guy Mollet, se faisait voter par le Parlement une loi dite «des pouvoirs spéciaux». Tous les députés de droite et de gauche la votèrent, y compris ceux du Parti Communiste. Seuls manquèrent à cette unanimité les députés poujadistes (extrême droite), qui la trouvèrent trop modérée et insuffisante. Cette loi donnait entre autres au gouvernement français «les pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les mesures exceptionnelles commandées par les circonstances en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire».**

Depuis les derniers mois de 1954, la France était confrontée à une insurrection anticoloniale en Algérie, alors que les pays voisins, la Tunisie et le Maroc, étaient secoués eux aussi par des manifestations et des émeutes populaires exigeant l'indépendance, comme l'avaient arraché les Vietnamiens après sept années d'une guerre totale. L'opinion et surtout la classe ouvrière étaient lassées de ces guerres et de ces expéditions coloniales qui coûtaient fort cher alors qu'en 1956, le niveau de vie des travailleurs était encore inférieur à ce qu'il était en 1938. Et surtout la population et d'abord la jeunesse étaient hostiles à l'envoi des jeunes appelés du contingent en Afrique du Nord comme les gouvernements d'Edgar Faure et de Mendès-France avaient commencé à le faire dès 1955, allant même jusqu'à rappeler certains «disponibles». Il s'agissait des jeunes qui avaient accompli leur service

militaire, qui avaient donc rejoint leurs foyers et que l'Etat rappelait pour faire «du rab», en Algérie, comme la loi le permettait.

### D'UN VOTE POUR LA PAIX...

Pour faire face à cette situation, le chef du gouvernement en place, mis en minorité en novembre 1955 par les députés, demanda la dissolution de l'Assemblée nationale, provoquant de nouvelles élections. Une coalition de tous les partis de gauche non communistes, qui se baptisa Front Republicain, se constitua avec à sa tête le dirigeant du Parti Socialiste Guy Mollet, le radical Mendès-France et François Mitterrand, flanqués du gaulliste Chaban-Delmas.

L'essentiel de la campagne électorale tourna autour du «problème algérien», le Front Republicain préconisant une politique de paix en Algérie. Guy Mollet déclarait qu'il fallait «en finir avec une guerre imbécile». Le Parti Communiste, de son côté, faisait campagne pour la paix en Algérie, assurant par avance le Front Republicain de tout son soutien et s'évertuant à s'y faire admettre dans l'espoir de revenir aux affaires, comme il ne cessait de le dire depuis 1947. Pour les politiciens bourgeois qui menaient le Front Republicain, il n'en était pas question. Pour eux, selon les expressions du socialiste Guy Mollet, le PCF «n'était pas à gauche mais à l'Est», autrement dit il était un «parti nationaliste étranger». Il leur suffisait que le PC les soutienne, soit patient et sage, et qu'il incite la classe ouvrière à la modération.

Le 2 janvier 1956, les électeurs envoyèrent 150 députés du Front Republicain et 150



Des Algériens faits prisonniers par l'armée française, en février 1958.

députés du Parti Communiste à la Chambre sur 400 députés au total. Neuf millions de voix s'étaient portées vers le PS et le PC, qui explicitement parlaient de paix en Algérie. Le dirigeant du Parti Socialiste, Guy Mollet, fut chargé de former le nouveau gouvernement. Mendès-France y fut ministre d'Etat et Mitterrand ministre de la Justice. Le PCF restait exclu de toute majorité parlementaire sans que cela refroidisse son soutien.

### ...À L'INTENSIFICATION DE LA RÉPRESSION

Le 6 février, de violentes manifestations mollement contenues par la police éclatèrent à Alger à l'occasion de la visite du nouveau chef du gouvernement. C'était une situation rêvée, peut-être même organisée par le nouveau gouvernement «de gauche», pour faire pression sur l'opinion de la métropole et demander des «pouvoirs spéciaux» au Parlement afin d'être en mesure de mener la «politique de fermeté exigée par la situation». Guy Mollet affirma du coup «la permanence des liens politiques, économiques et culturels particuliers entre la France et l'Algérie», pour bien montrer qu'il n'avait nullement l'intention de s'acheminer vers l'indépendance de l'Algérie. A l'intention des Algériens il précisait : «Vous devez tenir

compte des biens légitimes que la France possède en Algérie». Pour ce faire «les jeunes de France doivent s'attendre à partir chaque jour plus nombreux», dit-il, et *Le Figaro* chiffrait ce programme : «Il faut envoyer 400 000 hommes», «procéder à la levée de 200 000 hommes supplémentaires». Tout cela avait un coût et le même quotidien offrait la solution au gouvernement : «Il peut être nécessaire de demander un effort supplémentaire à nos ouvriers» ! Dès le mois d'avril, 24 000 jeunes étaient rappelés sous les drapeaux.

La guerre, la répression s'intensifièrent en Algérie ; des camps de regroupement furent ouverts pour parquer les villageois. L'emploi de la torture et les exécutions sommaires se généralisèrent. Condamnés hâtivement, mille condamnés à mort algériens croupirent dans les prisons. En France même, les travailleurs algériens furent soumis à un contrôle policier permanent et humiliant. La liberté de la presse fut bafouée. Des journalistes hostiles à la guerre d'Algérie furent inquiétés, mis en garde à vue, leur domicile perquisitionné. Des journaux d'extrême gauche furent saisis. Cette politique de répression menée par un gouvernement de gauche, qui se servait de son image pour mener une politique de droite que la droite n'aurait peut-être pas réussi à mener sans réaction de la

part de la population laborieuse, avait bénéficié de l'appui des députés du PCF, qui avaient voté les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet et à son gouvernement. Ils expliquèrent plus tard que l'essentiel pour eux était de réaliser l'unité de la gauche. Un refrain connu, et mille fois répété, encore aujourd'hui. Ils se justifiaient, par la suite, disant que Guy Mollet avait trahi ses engagements. Comme si un tel retournement des dirigeants socialistes était imprévisible ! Comme s'ils n'avaient pas de lourds antécédents en matière de répression coloniale !

Cette politique désorienta nombre de militants, de femmes et d'hommes de gauche, mais aussi ceux qui, tout simplement, étaient opposés à cette guerre injuste qui ne disait pas son nom. Elle aboutit à isoler ceux qui entendaient s'opposer à cette sale guerre, en premier lieu les jeunes rappelés qui manifestèrent dans les gares, dans les casernes, refusant pendant des heures de monter dans les trains ou dans les camions. Mais elle ne désarma ni la droite ni l'extrême droite. Bien au contraire, elles s'enhardirent, complotèrent, créant deux ans plus tard les conditions du retour aux affaires de De Gaulle, que Guy Mollet alla quérir en personne à Colombey.

Alain VALLER

# Des milliers de familles menacées d'être jetées à la rue

# NON AUX EXPULSIONS!

A partir du 15 mars, et du 31 mars à Paris, le printemps signifie la fin de la trêve qui interdit de procéder à des expulsions durant l'hiver et les expulsions, le plus souvent pour cause de loyers impayés, reprennent. Des milliers de familles risquent d'être expulsées de leur logement sans avoir de toit de rechange.

Pourtant, une loi votée en juillet 1998 dite de « lutte contre les exclusions » est censée limiter ce drame causé principalement par le chômage et le montant trop élevé des loyers et des charges.

Le nombre des expulsions a certes baissé un peu mais reste énorme (97 500 procédures d'expulsion en 1999 contre 113 500 en 1997). Des aides au logement ont été attribuées un peu plus largement. Des services sociaux ont été mis à contribution dans le cadre de cette loi, pour examiner la situation des familles menacées d'expulsion, qui permettent parfois d'obtenir des délais pour

étaler leur dette et les aider à trouver un toit de substitution entre le début de la procédure d'expulsion et sa mise à exécution.

Mais, comme souvent, le gouvernement n'a pas prévu les effectifs supplémentaires en préfecture pour accueillir ces familles dans la détresse et, à Paris, par exemple, selon la Confédération générale du logement, « deux personnes et demie » seulement sont chargées de traiter tous les mois les 600 dossiers de locataires assignés devant les tribunaux !

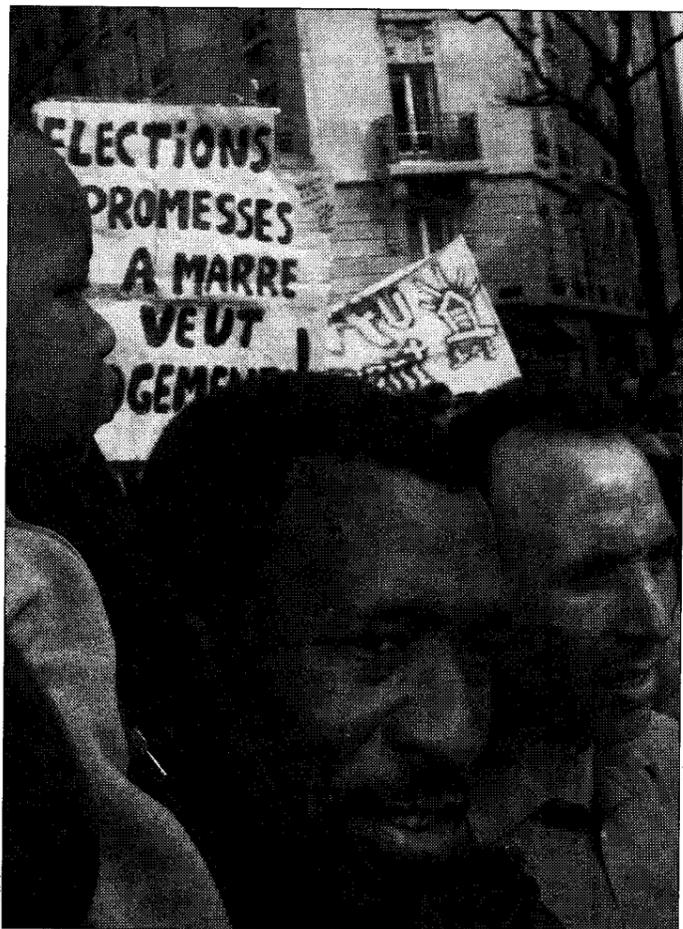
Mais le plus grand scandale vient d'abord de l'existence insolente de nombreux logements vides alors que des familles sont jetées à la rue ou renvoyées, pour la région parisienne, en lointaine banlieue. Ainsi, Paris, qui est la ville où on expulse le plus (les Parisiens représentent 31,7% des procédures d'expulsion et 64,1% de celles menées manu militari) est aussi celle qui regorge le plus de logements vacants ! Leur nombre augmente même, passant de 113 000 en 1999 à

134 000 depuis !

Souvent ce sont des logements chers que les propriétaires préfèrent garder vides plutôt que de les céder à des familles aux revenus modestes, insolubles selon leurs critères. Devant ce scandale des familles expulsées, auquel il faut ajouter celui des mal-logés dans des appartements insalubres ou trop exigus, on avait parlé d'appliquer la réquisition d'office des logements laissés vacants par leurs propriétaires (moyennant indemnisation des propriétaires). Mais cette loi est restée lettre morte.

Ce serait pourtant une mesure de bon sens et de justice sociale que de loger ceux qui sont privés d'un toit dans des logements inoccupés. Un toit, voilà ce que les familles menacées d'expulsion ce printemps sont en droit de réclamer et d'obtenir de ce gouvernement dit de gauche qui prétend à chaque élection défendre les intérêts des plus démunis.

Claire LACOMBE



## Bureaux à gogo

# ET LE LOGEMENT SOCIAL?

L'immobilier de bureau est en plein boom. Selon une étude d'un cabinet de promoteurs américains, la région parisienne bat le record des investissements, devançant Londres et Berlin : 56 milliards de francs en 2000. Les mètres carrés s'arrachent au point que la réalisation de 1,6 million de mètres carrés dans les douze prochains mois devrait être insuffisante pour satisfaire la demande des entreprises qui veulent acheter ou louer des bureaux.

Les promoteurs parisiens ont donc de quoi être très satisfaits, ce qui ne les empêche pas de se plaindre de la prétendue difficulté à obtenir les autorisations ministérielles et les financements bancaires qui leur sont nécessaires. Selon eux, les prix des terrains et les coûts de construction seraient aussi beaucoup trop élevés. Comme s'ils ne bénéficiaient pas de l'aménagement de secteurs entiers, dans la région parisienne justement, réalisés par les collectivités publiques en grande partie, et donc avec les deniers de la population, qui leur sont ensuite vendus... à des prix plus que raisonnables, contrairement à leurs dires. Quant aux coûts de construction, ils sont définis par leurs semblables, les Bouygues et com-

pagnie, qui veulent aussi croquer du profit en grande quantité, y compris au grand dam de leurs petits copains. C'est le système - leur système - qui veut ça !

En fait, l'immobilier « professionnel », celui des bureaux et des sièges sociaux en particulier, est euphorique. Pendant ce temps, les constructions de logements destinés à la population restent à la traîne. Sur 300 000 logements neufs réalisés l'an dernier, la majeure partie est destinée à une clientèle aisée, qui a les moyens de payer, très cher le plus souvent, des logements spacieux et confortables. En revanche, les 42 500 logements qualifiés de sociaux qui ont été construits en 2000 sont très en deçà des besoins, en nombre comme en qualité.

D'un côté, on assiste à la prospérité de l'immobilier d'entreprise, à l'image de la prospérité des bénéfices des sociétés capitalistes et de la très bonne santé du patronat. De l'autre, on constate le manque criant et scandaleux de logements abordables et de bonne qualité pour la population laborieuse. Au total, une situation tout à fait à l'image de cette société de classe, injuste et inacceptable.

Vincent GELAS

## SFR... payer le client

# DES COUPS (de fil) QUI MATRAQUENT

On nous a rebattu les oreilles sur les bienfaits de la concurrence dans les télécommunications qui devait amener des baisses de prix. Eh bien, on constate le contraire. Les trois opérateurs français de téléphonie mobile, France Télécom, SFR et Bouygues Télécom s'entendent comme larrons en foire pour augmenter leurs tarifs.

Après Bouygues Télécom qui a augmenté ses forfaits de 10 F, c'est SFR (filiale de Vivendi), le deuxième opérateur de téléphonie mobile français, qui vient d'augmenter les siens en moyenne de 5,5%. Il prétend inclure dans cette hausse 10 « textos » (courts messages de texte envoyés par mobile) payés 1 F chacun auparavant. Cela ne consolera pas ceux qui n'utilisent pas de « textos ». Mais même pour ceux qui les utilisent, ces 10 F d'économies sont de toute façon rattrapés par des hausses de 14 F à 44 F pour la plupart des forfaits. Si vous n'êtes pas contents, vous pouvez toujours envoyer un texto à votre opérateur !

Cette hausse déguisée n'est pas une première. C'est même la règle. La jungle des tarifs dans la téléphonie, où il devient impossible de comprendre sa facture, entre l'abonnement, la facturation à la

minute, le crédit-temps, etc., est un moyen commode de contraindre les usagers à passer à la caisse, sans rien y comprendre. Et les remises annoncées dans un domaine sont largement compensées par une augmentation dans un autre secteur.

Par exemple, Cégétel avait proclamé une baisse des appels pour ses postes fixes. Mais en même temps il a réduit le crédit-temps de une minute à trente secondes. Le résultat est une augmentation pour presque tout le monde. France Télécom, lui, a annoncé une baisse des appels locaux, en échange d'une hausse de 6% de l'abonnement mensuel.

Pas étonnant que les profits de ces géants des télécommunications progressent. D'autant plus que, jusque-là, ces trusts ont bénéficié d'infrastructures construites et financées par l'État (le réseau de fibres optiques de la SNCF pour SFR, le réseau autoroutier pour Bouygues).

Faire les poches des clients pendant qu'ils ont les mains occupées à téléphoner, c'est simple comme un coup de fil, disons plutôt comme un coup de Jarnac.

Christian BERNAC

Groupe PSA Peugeot-Citroën

# Au soleil de Marbella, le P-DG Folz pense que nous pouvons travailler jusqu'à 65 ans

**C'est de Marbella, sur la riviera espagnole que le PDG du groupe automobile PSA Peugeot-Citroën, Jean-Marie Folz, a déclaré qu'il faudra «maintenir au travail les salariés jusqu'à 65 ans...», ajoutant: «Que cette perspective soit crédible ou pas il faudra bien qu'on y arrive». Evidemment pour lui comme pour les journalistes qu'il entretient depuis plusieurs semaines pour qu'ils fassent l'article d'un nouveau véhicule, ce n'est pas trop dur! Mais quand, lundi 13 mars, les travailleurs l'ont appris dans la presse, ce fut l'objet de nombreuses discussions: tout le monde était très choqué.**

Marbella, la station balnéaire chic entre Malaga et Gibraltar voit régulièrement des dizaines de journalistes se faire présenter de nouveaux véhicules. Cette fois-ci, c'est le C5. Pendant plusieurs semaines, tous frais payés, ils peuvent essayer les voitures et sont donc capables de faire de bons articles, bien documentés... En toute indépendance n'est-ce pas! L'intendance est prévue et des mécaniciens des usines y participent car les pannes... ça arrive! Pas de problème donc pour PSA pour payer tout ce cinéma. Mais pour payer les départs des anciens, c'est une autre affaire.

On peut se demander pourquoi une telle déclaration alors qu'il y a à peine un an, le PDG réclamait le contraire. Il voulait «rajeunir la pyramide des âges» des ouvriers de fabrication, le gain de productivité était même estimé si des plus jeunes remplaçaient les anciens travailleurs: de 20 à 25%! Et il réussissait à imposer aux finances publiques de prendre en charge une grande partie des

frais de mise en préretraite des ouvriers. C'était le plan CASA. Ce plan d'aide fonctionne jusqu'en fin 2004. Mais après? Qui paiera? Le gouvernement n'a pas envie de continuer à déboursier, et il l'a dit.

Alors bien sûr, Jean-Marie Folz a assorti la menace de nous faire travailler jusqu'à 65 ans d'un bel accord sur les conditions de travail que les syndicats ont signé sauf la CGT. Cet accord prétend alléger les charges de travail dans les unités de production. «Des équipes transversales avec des ergonomes, des médecins du travail, des représentants du personnel seront constituées pour étudier les postes de travail» déclare-t-il encore. Quand on voit actuellement l'augmentation de la charge de travail par des suppressions de postes sur chaîne, la suppression totale de tous les postes de préparation qui permettaient à des anciens de travailler hors de la chaîne, quand on voit l'organisation de l'externalisation de nombreux services qui permettaient également de trouver des postes moins lourds pour les ouvriers usés par des années de travail en chaîne, on ne peut que conclure qu'il n'y aura aucune amélioration des conditions de travail. Mais il faut le faire croire! Ces déclarations y contribuent comme celles du MEDEF, déjà entendues.

Les patrons voudraient nous habituer à l'idée qu'il faudrait travailler au-delà des 60 ans pour avoir droit à la retraite à taux plein. Avec des conditions améliorées, cela devrait être possible, J.-M. Folz voudrait le faire croire pour les usines de production... du moins à l'extérieur... car à l'intérieur, personne n'y croit, surtout après que l'on eut appris les prévisions d'augmentation du nombre de véhicules produits! Il est prévu de passer de 2,8 millions de véhicules à 3,5 millions en 2004. On sait que la direction continuera à pousser dehors ceux qui ne pourront suivre les cadences.

Evidemment, en même temps, le PDG de PSA cherche à peser sur le gouvernement

pour qu'il continue à payer les préretraites avec l'argent de l'Etat. Et si le mécontentement

des ouvriers de l'automobile pouvait peser dans le même sens, Folz n'en serait pas mécontent!

Le groupe affiche une santé insolente et des réserves de 61 milliards de francs de bénéfices

cumulés depuis plusieurs années; il a largement de quoi payer le départ mérité pour les vieux travailleurs qui ont fait sa richesse par des années de travail.

Correspondant LO



**Alors que son chiffre d'affaires a augmenté de 12% en 2000, le groupe Bosch vient d'annoncer la fermeture prochaine de son usine d'Angers, qui compte 700 salariés, ainsi que la suppression de 300 à 400 emplois dans celle de Beauvais, où il reste actuellement un peu plus de 800 travailleurs.**

Depuis l'annonce, début février, de son projet de licenciements à Beauvais, les syndicats ont appelé à toute une série d'actions diverses. Ils ont d'abord prévu un débrayage par semaine. Et depuis ils ont diversifié leurs actions.

Vendredi 2 mars, sous l'impulsion de la CFDT majoritaire à l'usine de Beauvais, un car de salariés de Bosch Beauvais a rejoint à Amiens une manifestation régionale appelée par la CFDT-Métallurgie de Picardie pour protester contre des plans de suppressions d'emplois qui menacent plus de 1 500 salariés rien que dans la branche métallurgie en Picardie!

Le jeudi 8 mars se tenait à Drancy (Seine-Saint-Denis), la réunion de CCE de la division Bosch Systèmes de Freinage, réunion où fut affirmée l'in-

tention de Bosch de transférer une partie de la production des usines de Beauvais et d'Angers en Turquie et en Pologne. Les ouvriers de Bosch Beauvais ont rempli deux cars et, arrivés à Drancy, ils ont d'abord manifesté dans la rue, puis sont montés dans les bâtiments et ont envahi la salle où se tenait le CCE, soutenus par des salariés d'ELM-Leblanc (usine de Drancy rachetée par Bosch et touchée par les licenciements en 1999).

Il faut dire que le groupe Bosch n'est pas sur la paille: il s'agit d'un groupe mondial qui compte environ 150 000 salariés, qui réalise un chiffre d'affaires de 150 milliards de francs avec bon an mal an quelques milliards de francs de bénéfices, et qui vient de racheter deux nouvelles sociétés, Zexel au Japon et Vermont aux Etats-Unis.

Les ouvriers de Bosch Beauvais ont également tenté de profiter de la période électorale pour populariser leur lutte auprès de la population en distribuant des tracts sur le marché et pour faire entendre leur colère auprès des élus et des politiciens.

Ainsi les dimanches 11 et 18 mars, le défilé et la proclamation des résultats électoraux ont été quelque peu perturbés par les rassemblements organisés devant la mairie (une centaine de personnes le 18 mars, avec banderoles et klaxons: des

anciens, mais aussi des jeunes, certains embauchés depuis peu, d'autres encore en CDD).

Une journée usine morte a également été votée à une très large majorité pour le mardi 20 mars. Ce jour-là 150 personnes se sont retrouvées à la prise d'équipe. L'usine a été bloquée, il n'y a pas eu de production, les intérimaires non plus n'ont pas travaillé. Malgré la pluie battante une bonne partie de la journée, l'ambiance y était et le moral était bon.

La lutte des ouvriers de Bosch Beauvais devra se poursuivre et s'amplifier, car si Bosch confirme ses intentions de licenciements et arrive à ses fins, c'est un emploi sur deux qui sera supprimé sur l'usine de Beauvais.

Correspondant LO

## HI HAN!

Lors de réunions pour justifier les licenciements projetés, des chefs nous disent en substance que si Bosch licencie aujourd'hui, c'est pour pouvoir embaucher nos enfants plus tard, et qu'il faut penser à nos enfants!

C'est la fable du «on licencie maintenant pour mieux embaucher plus tard». Il faut vraiment être enfant de patron pour préférer encore de telles âneries!

Extrait du bulletin  
Lutte Ouvrière Bosch-  
Beauvais du 12 mars 2001

**Air France Industries**  
Orly-Nord

## SALAIRES, LE MÉCONTENTEMENT S'ÉTEND

**Jeudi 15 mars, le débrayage sur les salaires à AFI Orly-Nord (Air France Industries) a dépassé son cadre habituel, centré depuis plus de trois mois sur le secteur révision-entretien des moteurs (un demi-millier de travailleurs).**

Ce jour-là, d'autres ateliers et services (tels les Equipements - 750 personnes - et la GV, la « grande visite » des avions : plus de mille personnes) ont rejoint, parfois à 100 % selon l'encadrement, les ouvriers des Moteurs dans un débrayage d'une demi-journée pour réclamer 50 points d'augmentation mensuelle. Soit 1 700 F à 2 000 F, compte tenu de l'ancienneté, les travailleurs estimant à cela ce qu'ils ont perdu depuis huit ans qu'Air France bloque les salaires.

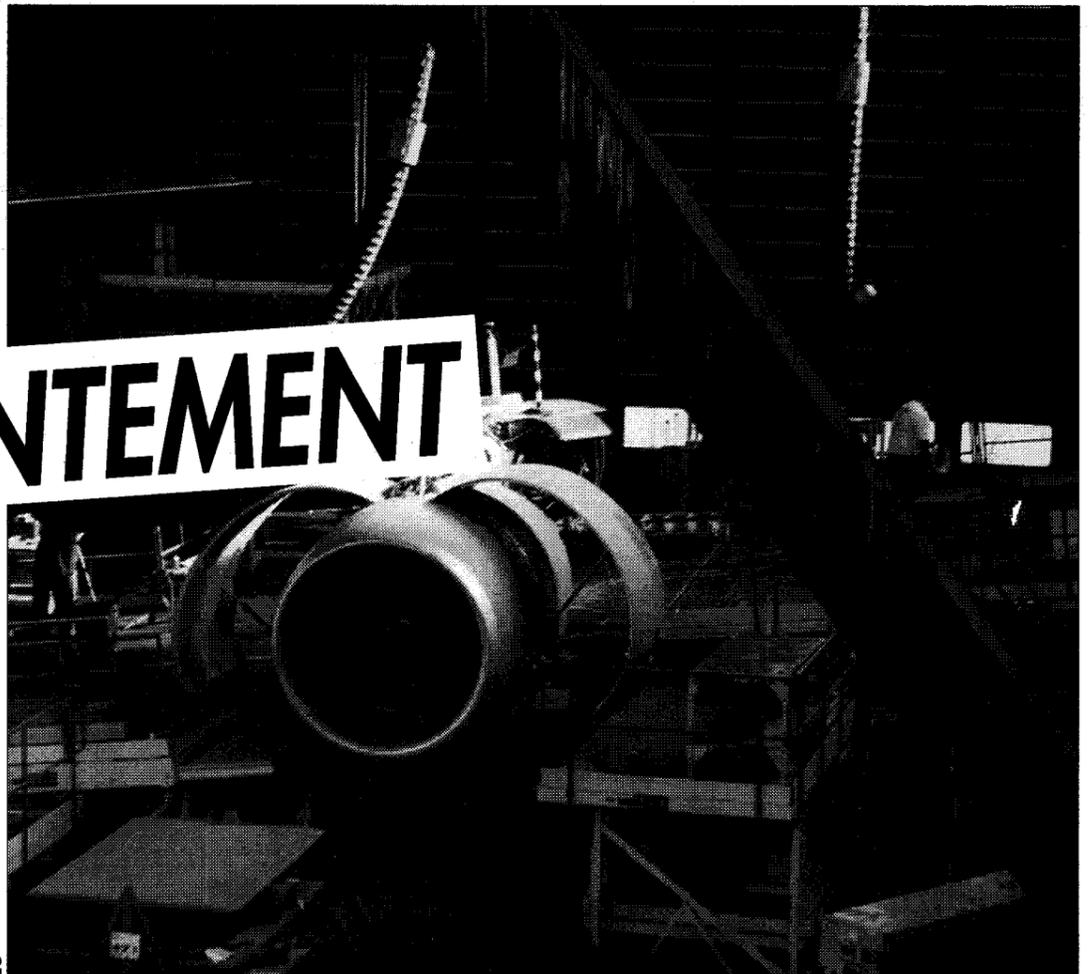
**POUR 1 700  
À 2 000 F  
DE PLUS...**

Cette revendication, apparue aux Moteurs voici quatre mois, s'est accompagnée d'une large mobilisation de ce service dans le cadre de ce que proposaient les directions syndicales : en général, une heure de débrayage quotidien. Durant ces débrayages, l'ambiance était animée, les travailleurs se rendant en nombre devant le « building » (le siège de la direction) avec pétards, sifflets et trompettes pour y rappeler ce qu'ils exigent et y allumer quelques feux de poubelles et palettes, ce qui n'est du goût ni de la direction d'AFI ni de certains syndicalistes.

### GRÈVE PERLÉE AUX MOTEURS

La direction de la CGT a collé à ce mouvement, que la CFDT suivait du bout des lèvres. Mais, jusqu'à présent, elle s'était gardée de proposer aux mécanos des Moteurs autre chose que ces débrayages dont on voit bien, après plusieurs mois, qu'ils n'ont pas suffi à faire reculer la direction. C'était prévisible - en tout cas, la démonstration en est faite : c'est d'ailleurs ce que certains disaient aux Moteurs depuis des semaines, ainsi que quelques militants syndicaux d'autres secteurs. Ils rappelaient que le blocage des salaires n'a pas touché que les Moteurs et qu'il faudrait essayer de gagner à la revendication des 50 points d'autres travailleurs.

Cela d'autant plus que, si l'ambiance aux Moteurs n'est évidemment pas à la production, avec pour conséquence de paralyser d'autres secteurs qui en dépendent, tels les Moteurs de Roissy, ou encore de faire perdre à AFI des contrats de révision-entretien pour le compte d'autres compagnies, la direction ne se sent pas prise à la gorge. Elle a pu, au moins jus-



qu'à maintenant, sous-traiter cette activité, et s'en tirer sans trop de frais. Mais il n'en irait pas de même si le mouvement s'étendait.

### AILLEURS AUSSI, LE RAS-LE-BOL

Jeudi 15 mars, avec un débrayage appelé sur l'ensemble d'Orly-Nord, notamment sous la pression de travailleurs des Equipements, on a bien vu que d'autres services pouvaient se mobiliser pour les 50 points.

Pour envahir l'aérogare d'Orly-Ouest et bloquer les voies d'accès à l'aéroport et la N7 voisine, nous nous sommes retrouvés au bas mot à cinq cents, le total des grévistes étant sans doute le double.

Cela a clairement montré que de nombreux travailleurs d'AFI se sentent concernés par ce qui manque sur leur paie. D'autant plus qu'aux salaires s'ajoutent d'autres motifs de mécontentement.

Il y a le projet de la direction d'envoyer à l'autre bout de la zone aéroportuaire le secteur des Equipements avec, à moyen terme, celui de filialiser puis externaliser cette activité. Il y a le fait que des préretraités à temps partiel ont vu leur fiche de paie en prendre un coup. Et dans ces deux cas (Equipements, préretraités partiels), les travailleurs ont de bonnes raisons de se dire qu'il vaut mieux réagir maintenant qu'ils sont avec tous les autres, plutôt que d'attendre de se retrouver isolés, à la merci de la direction.

### DE L'ARGENT, IL Y EN A, ET PAS QU'UN PEU

Et puis, un peu partout, il existe un ras-le-bol croissant.

C'est la direction qui a, et de loin, gagné le plus aux 35 heures, avec la généralisation progressive du travail en

équipes, des samedis, voire des dimanches ouvrés. Cela sans même que, comme avant, elle doive faire appel au volontariat, en payant pour cela.

Enfin, à claironner dans la presse et des notes internes que ses profits ne cessent de croître ou que la productivité a augmenté de 30 % en trois ans sans embauches en proportion ni réel remplacement des départs en retraite, la direction apparaît de plus en plus provocante. Au point de persuader la plupart d'entre nous qu'elle croule sous les bénéfices, et que les seuls à n'en jamais voir la couleur devraient aller réclamer leur dû, intérêts compris.

Alors, même si les directions syndicales d'AFI ne poussent pas les feux (par solidarité avec le gouvernement socialiste et avec Gayssot, le ministre de tutelle, membre de la direction du PCF), elles ne pouvaient pas indéfiniment cloisonner les revendications des différents secteurs. Il a suffi d'un appel à la grève, de quelques heures mais plus général que les précédents, pour qu'un grand nombre de travailleurs répondent présent. Et depuis le 15 mars, l'habitude de débrayages réunissant tout le personnel commence à s'installer.

Cela inquiète la direction. Ces jours-ci, son service des « relations humaines » procède (une habitude pour lui) à des sondages téléphoniques à domicile parmi le personnel sur l'image qu'il a de la compagnie, en y ajoutant une question concernant les risques de mouvements sociaux. Si c'est la direction qui le dit...

Correspondant LO

### MOTIVATION -MAISON

Tous les jours, la direction voit sans plaisir les feux de cartons, palettes et poubelles. Ce qui lui fait le plus mal, c'est que, en même temps que les revues et les tracts de ses services de communication, partent en fumée ses espoirs de nous motiver !

Extraits du bulletin  
*Lutte Ouvrière*  
Air France Orly-Nord

### À AIR FRANCE, LE GOUVERNEMENT PS-PC-VERTS VEUT DES BAS SALAIRES

La direction bénéficie d'une réduction des cotisations sociales qu'elle paie sur le salaire des camarades préretraités. Au mois de février, sur les feuilles de paie, cette subvention tourne autour de 600 F. Elle vient s'ajouter à celle des 35 heures. Au total, Air France empêche 1 000 F par préretraité et par mois.

Le gouvernement fait ce cadeau à toutes les entreprises qui versent des bas salaires à

leurs employés. Or, à mi-temps, les préretraités touchent d'Air France un salaire proche du Smic.

Alors, c'est nous qui touchons moins, et c'est la direction, qui n'a jamais fait autant de bénéfices, qui touche davantage !

Il y a de quoi se mettre en colère de voir le gouvernement encourager ainsi les patrons à baisser les salaires.

Usinor

# CONTRE LES LICENCIEMENTS, LES SIDÉRURGISTES BELGES DÉBARQUENT AU SIÈGE

**Attention : alerte à Pacific mardi 12 mars. La Défense est en émoi ! C'est la venue de plus de deux cents ouvriers et délégués syndicaux des usines belges de Cockerill Sambre et syndicalistes de la Métallurgie qui a fait souffler un vent de panique sur l'immeuble Pacific, siège social du groupe Usinor à la Défense.**

Déjà la veille, dès l'annonce de la venue de salariés des bassins sidérurgiques de Charleroi et de Liège au siège, pour manifester contre les projets de restructuration consécutifs à la fusion d'Usinor avec Arbed et Aceralia, les publications et plaquettes, puis les présentoirs eux-mêmes avaient été retirés du hall d'entrée. Le mardi matin c'était au tour des fauteuils, banquettes et tables basses de quitter les lieux afin de limiter toute casse éventuelle.

Car le fantôme de la casse hante encore les nuits des directeurs d'Usinor. Ils craignaient de

voir se répéter le scénario de 1982, lorsque les sidérurgistes de Lorraine licenciés avaient débarqué dans les anciens locaux et qu'ils avaient brisé toutes les vitres du rez-de-chaussée. Or ce 12 mars, des raisons de briser des vitres, les sidérurgistes des bassins de Liège et Charleroi en avaient eux aussi.

Depuis le rachat de Cockerill Sambre par Usinor en 1998, les annonces de restructurations se sont succédé, alors que la Commission européenne a constaté que le secteur de l'acier avait connu une année record en 2000 et que les prévisions pour 2001 sont tout aussi prometteuses. Le 19 février dernier, en annonçant la fusion d'Usinor avec Arbed et Aceralia, Francis Mer, PDG du Groupe Usinor, a fait part de la fermeture à terme de la ligne à chaud (haut fourneau et aciérie) de Cockerill Sambre à Charleroi. C'est un site qui regroupe actuellement près de 1 500 ouvriers dont les emplois sont immédiatement menacés. Trois semaines plus tard, le 7 mars, dans l'euphorie

de la présentation des résultats 2000 qui seraient, selon Francis Mer lui-même, les meilleurs enregistrés par le Groupe depuis 1995, il a annoncé son intention de « remettre en état » Industeel Belgium (ex-Fafer, 1 200 salariés), c'est-à-dire de lancer un plan de restructuration qui menacerait d'autres emplois.

Ces mesures s'ajoutent à l'annonce faite en janvier dernier de la suppression de 350 emplois chez Usinor Packaging, filiale regroupant les activités de la branche acier pour emballages (fer blanc) du Groupe et dont les sites de production sont situés à Basse-Indre (Loire-Atlantique), Florange (Moselle), Mardyck près de Dunkerque (Nord) et Liège.

Depuis plusieurs années le phénomène de concentration dans la sidérurgie se traduit par des profits qui s'accroissent et des emplois qui diminuent : la sidérurgie de l'Union européenne représente aujourd'hui près de 270 000 postes contre un demi-million au début des années 1980.

Usinor, c'est une production

de 22,15 millions de tonnes d'acier brut (chiffre de 1999), répartie notamment sur les sites d'Arvedi et de La Magona en Italie, du pôle sidérurgique de Sagonte en Espagne, d'Eko Stahl en Allemagne, Cockerill Sambre en Belgique, J & L aux Etats-Unis, Thainox en Thaïlande, Acesita et CST au Brésil sans oublier Sollac et Ugine SA en France. Usinor a réalisé l'an dernier un bénéfice net part du groupe de 4,9 milliards de francs.

Et à l'automne 2001, une fois la fusion avec Arbed (Luxembourg) et Aceralia (Espagne) achevée, le nouveau groupe produira 44 millions de tonnes d'acier brut. Mais parmi les 110 000 salariés qu'il regroupera alors, combien d'emplois menacera-t-il ?

Pour l'heure c'est le devenir de l'activité du haut fourneau de Charleroi qui est sur la sellette. Seule solution de rechange aux licenciements à Cockerill, un accord a été évoqué avec le groupe sidérurgique italo-suisse Duferco, qui préserverait l'activité de la ligne à chaud de Charleroi

contre la fermeture du haut fourneau et de l'aciérie voisine de Clabecq-Duferco. Les patrons se réservent de choisir entre infliger la peste ou le choléra !

Pour les travailleurs il n'est pas question d'accepter le moindre licenciement. Les délégués syndicaux de Cockerill Sambre et de la Métallurgie, réunis en front commun FGFB et CSC, ont pris rendez-vous pour le 3 avril, date à laquelle la direction d'Usinor annoncera ses décisions.

Un député du Parti Social-Chrétien de la circonscription de Charleroi, Jean-Jacques Viseur, a déclaré : « La grève générale ferait en effet le jeu d'Usinor. Le poids d'un tel mouvement serait le prétexte tout trouvé à un désengagement... » Et le même d'ajouter qu'un « mouvement général de grève serait autrement plus dommageable aux yeux des actionnaires du groupe ». Plus que des prêches du député, le 3 avril prochain, les sidérurgistes belges pourraient se souvenir de leurs aînés qui étaient venus en 1982 avec les barres à mine pour se faire entendre.

Tours

Grève générale des cliniques privées de la ville

# COLÈRE CONTAGIEUSE CONTRE LES BAS SALAIRES

**Tout a démarré le 1<sup>er</sup> mars à la Clinique du Parc, spécialisée en gynéco-obstétrique : le personnel a refusé en bloc les 212 F d'augmentation que leur proposait leur patron. La grève totale de l'ensemble du personnel (150 employés) a été immédiatement décidée, ce à quoi le patron a répondu en fermant la clinique, les patients étant évacués vers les autres cliniques et hôpitaux de la région. Non sans problèmes, on l'imagine, cette clinique réalisant à elle seule 3 000 accouchements par an, soit presque autant que tous les hôpitaux publics du département.**

La grève totale s'est maintenue pendant sept jours ; les grévistes ont occupé le parc jour et nuit, toutes catégories du personnel ensemble, pour discuter et aussi faire connaître à ceux qui

venaient les voir les raisons de leur ras-le-bol : des conditions de travail encore aggravées par les 35 heures et surtout les salaires : de 2 000 à 4 000 F de moins que ceux des hôpitaux publics, à travail égal, ce qui contribue à accentuer la pénurie d'effectifs et le surcoût de travail.

Au cinquième jour de grève, une manifestation en ville, passant par plusieurs autres cliniques privées tourangelles, a commencé à faire discuter parmi le personnel de ces dernières.

Les grévistes du Parc, au bout de sept jours de pressions de toutes sortes (des cadres de l'hôpital, du directeur de l'Agence régionale hospitalière, etc.) pour leur imposer au moins la reprise d'un service minimum, ont fini par décider (à la quasi-totalité des grévistes assemblés) de suspendre le mouvement avec la nomination d'un médiateur. Mais ils réclament toujours une prime immédiate de 1 000 F et 5 % d'augmentation par an pour les quatre années à venir.

Le même jour, à l'initiative de l'Union locale CGT, une centaine d'employés des autres cliniques réunis en assemblée se préparaient à prendre la suite.

En deux jours la grève générale a gagné les six autres cliniques de la ville et, le mercredi 14 mars, une manifestation de plus de cinquante personnes (sur un millier d'employés au total) scandait « Et un, et deux, et trois mille francs », pour des salaires égaux à ceux du public. Les médecins « qui aiment la clinique, et ont quitté le public, pour faire du blé en quantité » en ont aussi pris pour leur grade dans les chansons composées pour l'occasion. Les manifestants sont aussi allés porter leur soutien, au Palais de Justice, à cent vingt-sept de leurs collègues d'une des cliniques, dont le patron avait réclame que le tribunal les assigne pour un service minimum (notion qui n'existe pas dans le privé).

La plupart ont repris le travail dès le lendemain avec, au minimum, l'assurance de négociations

sur l'augmentation des salaires.

Après des années de silence dans un secteur peu organisé et dispersé et où, pour beaucoup, cette lutte était une première, cette grève générale, à la suite de la longue grève avec occupation de la Clinique du Parc, fera date à coup sûr. Les employés des différentes cliniques (pas tous logés à la même enseigne d'ailleurs) ont appris à se connaître, à comparer leurs salaires, à faire entendre un profond ras-le-bol accumulé.

Ils ont tenté de faire la lumière sur la situation financière des différentes cliniques où ils travaillent : toutes sont dites « à but lucratif », ce qui annonce la couleur. Mais savoir à qui ça rapporte, c'est une autre affaire ! La plupart sont gérées ou possédées par différentes sociétés : une immobilière, une pour les soins ; certaines infirmières sont même directement salariées des médecins de leur service. Bref, des actionnaires qui empochent des bénéfices, il y en a, c'est sûr mais qui, et combien, c'est

loin d'être la transparence !

Les patrons, quant à eux, pleuraient qu'ils ne pouvaient se permettre d'augmenter leur personnel, prisonniers qu'ils étaient selon eux du prix de journée fixé par l'Etat. En oubliant seulement de préciser tout ce qu'ils facturent à leur guise, et tout ce qu'ils empochent personnellement !

Quant au ministre de la Santé Kouchner, interpellé lors de sa visite à Blois (en soutien à Jack Lang, c'était juste avant les élections municipales), par une déléguée des cliniques de Tours, il leur a simplement signifié que les salaires des cliniques privées n'étaient pas son problème.

En tout cas la révolte des personnels des cliniques privées a mis encore plus en évidence la carence du service public de santé. C'est elle qui permet à tous ces requins des cliniques de faire de l'argent, beaucoup d'argent, sur le dos de leurs patients « lucratifs » et de leurs personnels scandaleusement surexploités.

**SNCF**  
Paris - Gare de Lyon

# LES PORTEURS D'EFFIA ENTAMENT LEUR 4<sup>e</sup> SEMAINE DE GRÈVE

Depuis le 24 février, les porteurs de bagages de la société EFFIA de la Gare de Lyon sont en grève pour une augmentation de salaires, de meilleures conditions de travail et des locaux convenables, dignes de ce nom. Dès le début du conflit, les responsables d'EFFIA ont parié sur le pourrissement du conflit, la SNCF laissait faire et envoyait ses cadres porter les valises des groupes et aider les handicapés à monter dans les trains. On a même vu Pepy, numéro deux de la SNCF, porter des valises.

Il faut préciser qu'EFFIA est une société créée de toutes pièces par des hauts responsables de la SNCF pour lui confier des tâches comme l'accueil à la clientèle, l'aide aux handicapés dans les gares (missions qui ont toujours été faites par les cheminots) afin que cela revienne moins cher... Au vu de l'intransigeance d'EFFIA, les porteurs se sont adressés aux cheminots qui les entourent, en allant les voir sur leurs chantiers où ils reçoivent un bon accueil, car derrière EFFIA, les cheminots savent qu'il y a la SNCF.

Jeudi 15 mars, alors que des cadres de la SNCF partaient festoyer à Avignon avec Gallois en tête, les porteurs sont venus l'interpeller et retenir quelques

minutes le TGV. L'apprenant, les délégués du personnel cheminot, en réunion, ont quitté la séance pour aller soutenir les grévistes. Puis ils ont décidé, ensemble, de faire le tour des trois salles de ventes de billets pour faire débrayer les cheminots, car les négociations étaient bloquées. Et c'est finalement une bonne centaine de cheminots qui, avec les grévistes d'EFFIA, se sont retrouvés pour faire le point de la situation.

Cela fait très longtemps à la Gare de Lyon que des cheminots n'avaient pas débrayé pour soutenir les grévistes d'une entreprise extérieure. La hiérarchie affolée faisait les cent pas, elle n'avait pas prévu ce coup-là. Par la suite, le directeur de la gare dut annoncer qu'EFFIA revenait sur sa décision et reprenait les négociations avec les grévistes: ce qui était impossible avant devenait tout d'un coup réalisable. Une assemblée générale était décidée pour le lendemain pour faire le point sur la situation.

Le conflit n'est pas terminé, les problèmes sont loin d'être résolus, mais rien n'est plus pareil car la solidarité des cheminots peut ouvrir d'autres perspectives...

Correspondant LO

# LA GRÈVE DES BÀTTU

d'Aminata  
Sow Fall

«Ce matin le journal en a encore parlé; ces mendiants, ces talibés, ces lépreux, ces diminués physiques, ces loques, constituent des encombrements humains. Il faut débarrasser la Ville de ces hommes - ombres d'hommes plutôt - déchets humains, qui vous assaillent et vous agressent partout et n'importe quand». Ainsi commence le roman de la romancière sénégalaise Aminata Sow Fall qui vient d'être réédité.

Le gouvernement a en effet décidé de développer le tourisme et ces «battu», ces mendiants, déparent la ville (Dakar, vraisemblablement, mais elle n'est pas citée). Le directeur du Service de la salubrité publique, Mour Ndiaye, charge donc son adjoint de nettoyer la ville. Si cela réussit, Mour Ndiaye a de fortes chances d'obtenir le poste de vice-président de la République qui doit être créé prochainement.

L'adjoint, jeune bureaucrate efficace, prend sa mission à cœur et les forces de police traquent les mendiants avec brutalité. Ceux-ci, alors réfugiés dans une maison hors de la ville, décident de faire grève.

Or, leur présence est indispensable pour qui veut pratiquer ses devoirs religieux: en échange des dons qu'ils reçoivent, ils accordent leur béné-

diction et tout homme qui veut réussir dans la société doit leur faire des aumônes. Cette grève des mendiants perturbe donc nombre d'habitants, forcés de faire des kilomètres sur des routes non goudronnées pour donner leur obole.

Les choses se compliquent pour Mour Ndiaye quand le marabout lui prédit qu'il deviendra vice-président dans la semaine, s'il distribue soixante-dix-sept morceaux de viande provenant d'un taureau sacrifié, à des mendiants répartis aux quatre coins de la ville. Comment obtenir qu'ils cessent leur grève et réintègrent

leurs anciens territoires, ne serait-ce que pour une demi-journée, afin que Mour Ndiaye puisse accéder au poste qu'il convoite?

Ce roman est une critique pleine d'ironie des dirigeants du Sénégal après l'indépendance de ce pays: des arrivistes qui méprisent leur peuple et ne pensent qu'à s'enrichir. Ils singent les modes de vie des anciens colonisateurs mais n'arrivent pas à se départir de leurs superstitions religieuses et sont perdus sans les conseils des marabouts.

L'auteur s'en prend aussi à la condition faite aux femmes africaines: lorsqu'après vingt-quatre ans de vie commune, Mour Ndiaye décide de prendre une seconde épouse, sa femme est désemparée mais continue à lui être soumise; en revanche, sa fille affiche ouvertement le mépris dans lequel elle tient son père et décide qu'elle seule sera maîtresse de sa vie.

Mais les principaux héros de ce livre sont bien évidemment les «battu», qui, grâce à leur cohésion et à leur dignité, donnent une leçon aux arrivistes et aux nouveaux riches de tout poil qui règnent, au Sénégal comme dans bien d'autres pays d'Afrique.

Marianne LAMIRAL

La grève des battu, de Aminata Sow Fall - Editions «Le Serpent à Plumes» - collection Motifs - 168 pages - 42 francs.



## Fêtes de Lutte Ouvrière

### • CREIL

Samedi 7 avril  
de 16 heures  
à 2 heures du matin  
Marché couvert  
de Nogent-sur-Oise  
(près de la mairie)

### • LIMOGES

Dimanche 8 avril  
à partir de 12 heures  
Maison du Temps Libre à ISLE



## Fièvre aphteuse

Le spectacle navrant d'énormes bûchers où l'on brûle des dizaines de milliers d'animaux – sains dans l'immense majorité des cas – et celui de petits éleveurs désespérés, résulte d'un pari volontairement accepté... mais pas par les petits éleveurs en question, par les dirigeants des « filières » de l'élevage et de la viande et par les politiciens qui les représentent. Un pari perdu par les plus pauvres, mais qui a fait gagner des milliards aux plus riches.

### Vaccination ou pas

La vaccination obligatoire du cheptel européen a été interdite il y a quelques années. Cela peut paraître surprenant, mais il y a des pays, et notamment les plus gros exportateurs de viande bovine (USA) ou ovine (Australie, Nouvelle-Zélande) où l'on ne vaccine pas. La maladie y est éradiquée depuis longtemps, et la vaccination abandonnée. Mais cela n'a pas toujours été le cas : les Etats-Unis sont parvenus à juguler la fièvre aphteuse après des campagnes de vaccination systématiques.

Cependant, pourquoi ont-ils renoncé à la vaccination alors qu'une épidémie peut revenir, y compris dans les pays « propres » ? D'une part parce que les vaccins, même s'ils ne coûtent pas très cher, ne sont pas gratuits. D'autre part parce que des éleveurs, peu scrupuleux, se contentaient de vacciner leurs bêtes, sans prendre en même temps des mesures d'hygiène. La vaccination masquait donc ces comportements à risque. Enfin les animaux vaccinés pouvaient, tout en n'étant pas malades eux-mêmes, être porteurs du virus et donc contaminer les autres qui n'auraient pas été vaccinés.

En définitive, certains pays, et non des moindres, soit ne l'avaient jamais pratiquée, soit ont abandonné la vaccination depuis des décennies, ce qui leur impose de strictes mesures de surveillance aux frontières, tout en courant quand même le risque d'un retour de la maladie.

Pour faire partie des pays « propres », ceux de l'Union européenne, où la maladie avait semble-t-il disparu, ont à leur tour décidé en 1991 de renoncer, un peu vite – c'est le moins qu'on puisse dire ! – à la vaccination. Et les dirigeants de l'UE, en accord avec

# MOUTONS MALADES ET VEAUX D'OR

**L'épidémie actuelle de fièvre aphteuse n'est pas seulement due à l'action du virus, elle est la conséquence de choix économiques et sanitaires pris délibérément, et en toute connaissance de cause, par les dirigeants de l'Union européenne d'abord, et de la plupart des Etats européens ensuite.**



Des cadavres de porcs emmenés au bûcher, en France.

les dirigeants français, dont le ministre de l'agriculture Glavany, ainsi qu'avec la FNSEA, viennent de réaffirmer qu'il n'était pas question de revenir à la vaccination. Ils espèrent parvenir à juguler l'épidémie actuelle grâce aux mesures draconiennes d'isolement des foyers infectés et de destruction systématique du cheptel suspect. C'est que, comme l'a déclaré un des responsables : « La conséquence tragique de la vaccination est d'exclure pour trois ans les pays qui vaccinent du commerce international »... Et c'est là en effet qu'est le fond du problème.

### La guerre des maquignons internationaux

Dans les marchés internationaux de la viande, comme dans tous les autres, la guerre

fait rage entre les firmes concurrentes. Il s'agit bien entendu de grosses entreprises, les petits éleveurs n'ayant pas accès au commerce mondial. Une guerre où tous les coups sont permis. Ainsi les trusts américains tentent depuis des années d'imposer leurs bovins aux hormones sur le marché européen, et s'empressent d'interdire les bovins ennemis avec l'affaire de la vache folle.

A travers les accords commerciaux internationaux (GATT puis OMC) les pays « indemnes » de la fièvre aphteuse (c'est-à-dire leurs trusts agro-alimentaires) sont parvenus à imposer dans les faits que seuls les pays où la vaccination n'est pas pratiquée, preuve que l'épidémie n'y existe pas, puissent exporter. Ainsi un pays gros importateur, comme le Japon par exemple, peut faire venir sa viande d'un pays « propre » comme les Etats-Unis, l'Australie

ou la Nouvelle-Zélande, ou bien d'un pays contaminé. Le choix est vite fait. Et c'est pour cette raison que les dirigeants européens ont décidé, dès qu'ils ont estimé que c'était possible, d'abandonner la vaccination des troupeaux. Comme le déclarait en 1990 le patron de la Socopa, l'un des « gros » de la viande : « Lorsque la France sera devenue "zone propre", une énorme barrière sera levée. Nous pourrions accéder aux marchés de l'Extrême-Orient ».

En juin 1990, l'UE interdisait la vaccination, et un an après, la France « transposait » cette directive dans sa loi. Il était prévu qu'en cas d'épidémie on procéderait à l'abattage systématique.

Depuis une dizaine d'années les exportations de viande de l'Union européenne ont fait un bond prodigieux : dès 1992 les exportations de viande bovine

avaient gagné 40 % sur 1990, et cela a continué ainsi jusqu'en 1996 (crise de la vache folle).

En moins de dix ans les exportations de viande porcine ont triplé. Non seulement les marchés s'ouvraient largement, mais l'UE accordait en plus des aides à l'exportation appelées « restitutions »... qui ont effectivement « restitué » des milliards aux trusts de l'agro-alimentaire. Ces derniers veulent continuer de pouvoir exporter, d'accéder aux marchés de l'Europe de l'Est, de la Russie, de la Chine, de l'Extrême-Orient, etc. tout en continuant à toucher des subventions de l'Union européenne. Il ne faut donc pas s'étonner que le ministre de l'Agriculture ainsi que le principal syndicat d'exploitants agricoles (la FNSEA, qui représente avant tout les plus gros) soient des partisans acharnés du maintien de la non-vaccination. Qu'importe pour eux quelques dizaines – ou centaines – de milliers d'animaux sacrifiés, et des petits éleveurs ruinés, ce sont des sommes énormes qui sont en jeu.

### Les petits éleveurs victimes des trusts de l'agro-alimentaire

Lors du débat parlementaire de juin 1991, sur l'adoption de la directive européenne de non-vaccination, le ministre de l'Agriculture de l'époque, le socialiste Louis Mermeas, déclarait «... prendre ce risque. Il est calculé ». Un député communiste de l'Allier, opposé à cette décision, constatait par contre que « la perspective de devoir arrêter la vaccination ne soulève pas l'enthousiasme des éleveurs ».

Eh oui, il y avait bien risqué calculé, mais au profit de qui et aux dépens de qui ? Les gros de la viande avaient tout à y gagner, et y ont énormément gagné – et on peut faire confiance aux politiciens qui les soutiennent pour que, quoi qu'il arrive, ils y gagnent encore. En revanche les petits éleveurs n'avaient que la mauvaise face du risque... celle de perdre. Et c'est ce qui leur arrive en ce moment, en tout cas dans les régions suspectées de receler des foyers infectieux.

Le ministre de l'Agriculture vient d'annoncer qu'il allait leur octroyer quelques dizaines de millions en compensation. C'est la petite aumône qu'on abandonne aux petits éleveurs. Cela fait sans doute aussi partie du « risque calculé »...

André VICTOR

## La « mondialisation » d'un plateau-repas

On ignore la cause de l'épidémie de fièvre aphteuse qui frappe le Royaume-Uni. La Grande-Bretagne est une île, et il n'y a pas de foyers à proximité. Alors, le tunnel sous la Manche ?

L'hypothèse vraisemblable, mais absolument pas prouvée, c'est que les restes d'un plateau-repas, non terminé par le passager d'un avion arrivant à Newcastle, ont été donnés à des cochons, ce qui est interdit. Or ces restes étaient sans doute contaminés. On

ignore dans quel état se trouve le passager (s'il n'a pas terminé sa pitance il avait peut-être ses raisons) mais les cochons ainsi nourris seraient devenus malades. Pour dissimuler cette situation, un éleveur fautif aurait alors amené ses bêtes à l'abattage, bien loin de là, et c'est dans ces conditions que les cochons auraient contaminé des moutons.

Une fois de plus, entre les animaux forcés de manger ce qu'on leur donne et des humains

avidés de profits, les plus irresponsables ne sont pas ceux que l'on croit. Car si la seule faute d'un éleveur peut engendrer des conséquences aussi catastrophiques, c'est bien que l'ensemble du système fonctionne de façon aberrante. La dérégulation du commerce des animaux et la disparition du réseau national vétérinaire, qui datent de Margaret Thatcher, permettent à un simple plateau-repas de provoquer une catastrophe.